

Direction de la recherche, des études,
de l'évaluation et des statistiques
DREES

SÉRIE
STATISTIQUES

**DOCUMENT
DE
TRAVAIL**

**Bénéficiaires de l'aide sociale des départements
en 2003**

Claire Baudier-Lorin et Benoît Chastenet

n° 72 – décembre 2004

Sommaire

Introduction	5
Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2003	7
L'aide sociale aux personnes âgées	9
L'aide sociale aux personnes handicapées.....	24
L'aide sociale à l'enfance.....	29
Des dispositifs départementaux d'aide sociale facultative pour favoriser l'accès aux soins de personnes non admises à la couverture maladie universelle.....	36
Liste des illustrations	37
Pour en savoir plus	39
Annexes	41
Aide sociale des départements	43
<i>Aide sociale aux personnes âgées.....</i>	<i>45</i>
<i>Aide sociale aux personnes handicapées.....</i>	<i>59</i>
<i>Aide sociale à l'enfance.....</i>	<i>69</i>

Introduction

L'aide sociale, qui relève depuis les lois de décentralisation de 1984 de la compétence des conseils généraux, dispense des prestations et des services répartis en trois principaux secteurs¹ : l'aide aux personnes âgées, l'aide aux personnes handicapées et l'aide sociale à l'enfance (encadré 1). Destinée à des personnes dont les ressources sont trop faibles pour faire face aux besoins liés au handicap, à la vieillesse ou à des difficultés sociales, elle constitue le dernier filet légal de protection et peut être complétée par l'action sociale facultative (encadré 2).

L'article 25 de la loi du 7 janvier 1983 fait obligation aux collectivités locales d'élaborer et de transmettre à l'État les statistiques en matière d'action sociale et de santé liées à l'exercice des compétences transférées. Chaque année, la Drees envoie donc aux conseils généraux un questionnaire destiné à collecter au 31 décembre des informations sur les bénéficiaires relevant de leurs compétences.

Sont présentés dans ce document les résultats de cette enquête au 31 décembre 2003 sur la France métropolitaine et les départements d'outre-mer (encadré 5) obtenus à partir d'un taux de réponse de 97 à 98 % pour les départements selon le questionnaire d'enquête.

Les informations manquantes de la part des conseils généraux ont été estimées. En règle générale, ces estimations ont été réalisées en appliquant par variable à chaque département non répondant son taux d'évolution annuel moyen de 1994 à 2002.

Néanmoins, pour certaines variables, cette méthode d'estimation s'est révélée insatisfaisante. Dans le cas de l'estimation du nombre de bénéficiaires de la Prestation spécifique dépendance (PSD) par exemple, la tendance constatée entre 2002 et 2003 sur les départements répondants a été appliquée aux non-répondants, département par département. Concernant certaines données sur l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA), l'estimation présentée est issue de deux sources complémentaires de la Drees : d'une part, l'enquête annuelle sur l'aide sociale et d'autre part l'enquête APA trimestrielle, utilisée ici pour compléter les non-réponses.

¹ L'aide médicale gratuite a été supprimée et remplacée au 1^{er} janvier 2000 par la Couverture maladie universelle (CMU). Cependant un certain nombre de départements ont mis en place des dispositifs d'aide sociale facultative destinés notamment à aider les non bénéficiaires de la CMU complémentaire à financer leur adhésion à une mutuelle ou à prendre en charge certaines dépenses de soins.

Encadré 1 : Les bénéficiaires de l'aide sociale

L'aide sociale en faveur des personnes âgées ou handicapées revêt la forme d'une prise en charge des frais liés à un placement dans un établissement médico-social, un accueil chez des particuliers ou une aide à domicile. Les départements mettent en œuvre plusieurs types de prestations : l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) et la Prestation spécifique dépendance (PSD) – exclusivement pour les personnes âgées –, l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) dans le cadre d'un accueil en établissement, l'Allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) et l'aide ménagère départementale¹ – pour les personnes âgées et handicapées.

S'agissant de l'aide sociale à l'enfance, les départements ont recours à trois principales prestations : les aides à domicile, les mesures de milieu ouvert et les mesures de placement. De plus, ils versent des aides financières sous forme d'allocations mensuelles ou de secours².

Il faut signaler que l'enquête permet de comptabiliser des mesures d'aide et non des individus, une personne pouvant être comptabilisée plusieurs fois si elle bénéficie de plusieurs aides.

¹ Les aides ménagères permettent aux personnes âgées ou handicapées dont l'état de santé ou l'état physique nécessite une aide matérielle pour accomplir les travaux domestiques de première nécessité, de rester à leur domicile. Les départements interviennent au titre de l'aide sociale et participent à la prise en charge financière de services en nature proposés pour les tâches quotidiennes d'entretien, les soins d'hygiène, les courses, le portage de repas, les démarches simples et courantes que la personne ne peut accomplir elle-même.

² Les résultats présentés ici ne concernent que les mesures de placement et les mesures d'aide éducative à l'exception des aides financières. En effet, il n'est pas possible actuellement de déterminer de façon précise le nombre de bénéficiaires des allocations financières dans la mesure où les départements ont adopté des modes de dénombrement différents à savoir un comptage des familles ou du nombre de mineurs dans chaque famille.

Encadré 2 : Sécurité sociale, aide sociale et action sociale

La Sécurité sociale est la clé de voûte du système de protection sociale français. Elle repose sur des principes d'assurance et de solidarité. Les organismes de Sécurité sociale versent essentiellement des prestations en espèces et couvrent un certain nombre de risques : maladie, accidents de travail, maternité, vieillesse, famille.

L'aide sociale est légale et obligatoire (code de l'action sociale et des familles) ; elle relève du principe d'assistance. Elle présente un caractère supplétif et subsidiaire à la Sécurité sociale. Subordonnée à la notion de besoin, l'aide sociale est spécialisée par champ (vieillesse, handicap, enfance, couverture maladie) et polyvalente. Elle se traduit par des prestations en nature ou en espèces, dont les conditions d'attribution sont fixées par la loi et qui donnent lieu à un financement obligatoire dans un budget public. Au 1^{er} janvier 1984, date d'entrée en vigueur des lois de décentralisation, la quasi-totalité de l'aide sociale a été transférée aux départements, désormais seule collectivité publique de droit commun en matière d'aide sociale. L'État a conservé une compétence d'exception pour certaines prestations bien définies (notamment pour les personnes sans domicile fixe), et depuis le 1^{er} janvier 2000, a retrouvé une compétence en matière d'aide médicale, avec la création de la Couverture maladie universelle (CMU) créée par la loi du 27 juillet 1999.

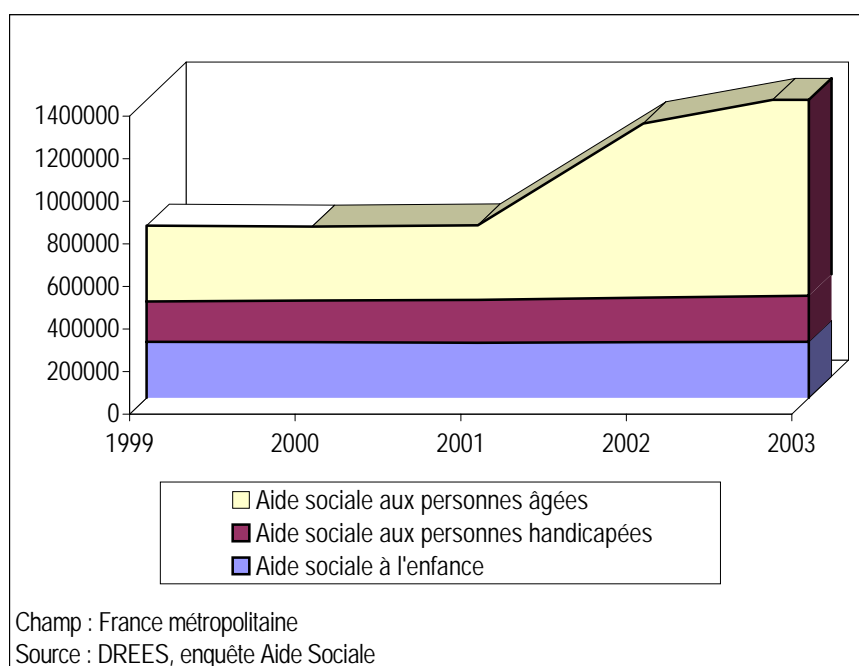
L'action sociale se situe au-delà des champs couverts par la Sécurité sociale et par l'aide sociale. L'action sociale est financée par des ressources de collectivités publiques (Caisse nationale d'assurance vieillesse ou Mutualité sociale agricole, par exemple) mais également par des ressources privées ou des cotisations sociales.

Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2003

Le nombre total de bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées, aux personnes handicapées et à l'enfance s'élève au 31 décembre 2003 à plus de 1 400 000 (tableau 1), alors qu'il était de 1 300 000 à la fin 2002. Les effectifs de bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées varient peu entre 2002 et 2003 (+4 %) alors que ceux de l'aide sociale à l'enfance sont stables. En revanche, l'aide sociale aux personnes âgées augmente de façon plus significative avec une hausse de 16 %. Cette augmentation est, comme en 2002, liée à la mise en œuvre de l'Allocation personnalisée d'autonomie (APA) dont la montée en charge se poursuit en 2003 (graphique 1).

La structure de l'aide sociale départementale s'est ainsi de nouveau légèrement modifiée en 2003 par rapport à 2002, après la forte évolution enregistrée entre 2001 et 2002. Fin 2003, l'aide aux personnes handicapées s'adresse à 15 % des bénéficiaires de l'aide sociale, l'aide sociale à l'enfance à 18 % et l'aide sociale aux personnes âgées à 67 %, en progression de 3 points par rapport à 2002 (graphique 2).

Graphique 1 : Évolution du nombre de bénéficiaires depuis 1999 – France métropolitaine



Graphique 2 : Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31.12.03 – France métropolitaine

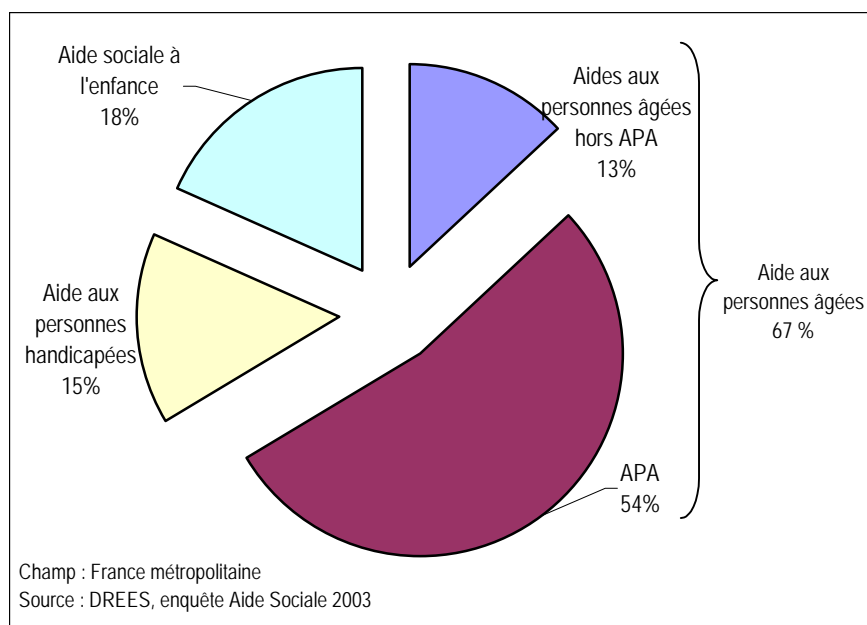


Tableau 1 : Bénéficiaires de l'aide sociale – France métropolitaine

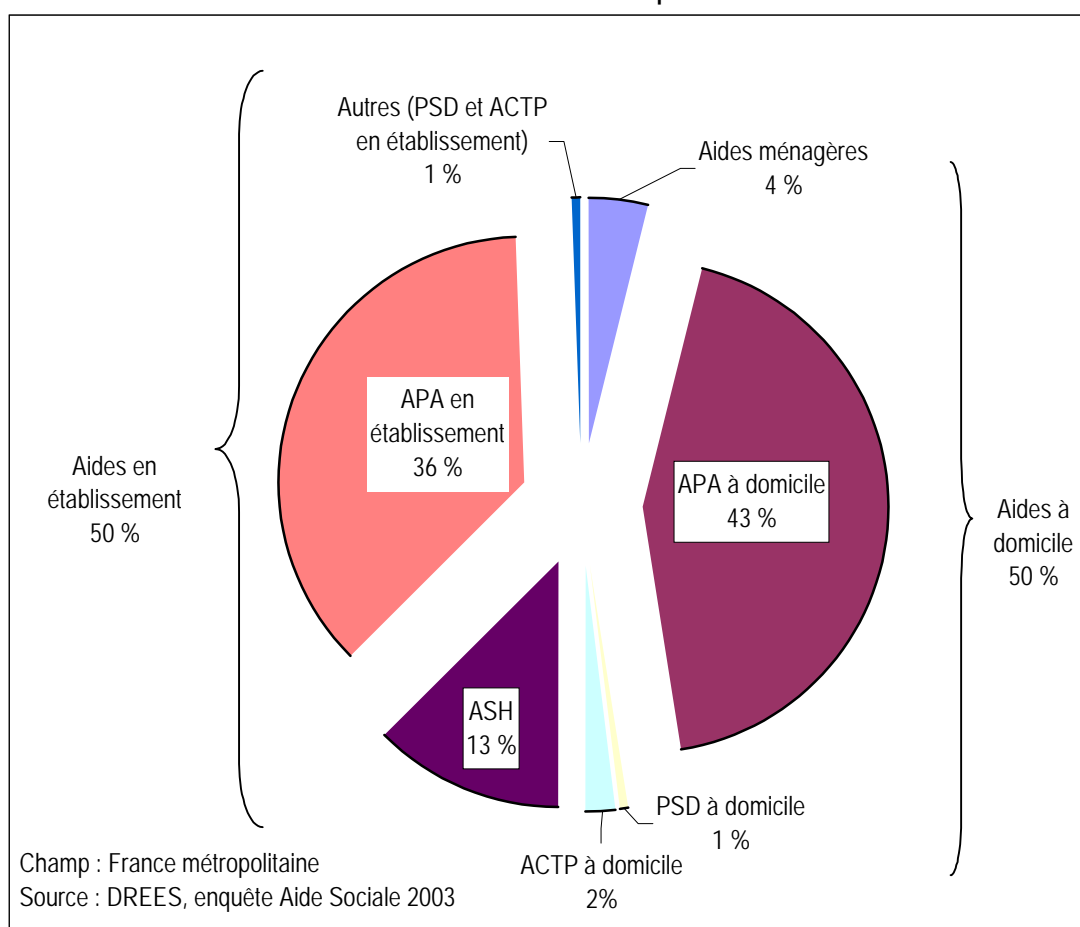
	1999	2000	2001	2002	2003	Taux de croissance	
						1999/2003	2002/2003
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	356 935	347 547	349 037	818 660	951 690	167%	16%
Aides à domicile	120 112	156 875	153 875	387 438	475 780	296,1%	22,8%
Aides ménagères	65 447	59 813	57 236	46 019	36 544	-44,2%	-20,6%
APA à domicile				296 134	414 489		40,0%
PSD à domicile	54 665	63 289	74 146	26 083	6 194	-88,7%	-76,3%
ACTP des 60 ans ou plus (*)	ND	33 773	22 493	19 202	18 553		-3,4%
Aides à l'hébergement	174 121	190 672	195 162	431 222	475 910	173,3%	10,4%
ASH en établissement	120 908	117 261	116 773	112 856	119 153	-1,5%	5,6%
Accueil familial	920	939	1 011	975	1 059	15,1%	8,6%
APA en établissement				304 177	350 212		15,1%
PSD en établissement	52 293	63 056	72 543	11 011	3 395	-93,5%	-69,2%
ACTP des 60 ans ou plus (*)	ND	9 416	4 835	2 203	2 091		-5,1%
Total APA				600 311	764 701		27,4%
Total PSD	106 958	126 345	146 689	37 094	9 589	-91,0%	-74,1%
Total ACTP des 60 ans ou plus	62 702	43 189	27 328	21 405	20 644	-67,1%	-3,6%
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	189 025	194 557	201 472	208 699	216 549	14,6%	3,8%
Aides à domicile	11 866	90 345	95 224	96 358	98 003	725,9%	1,7%
Aides ménagères	11 866	12 979	13 125	13 509	14 590	23,0%	8,0%
ACTP des moins de 60 ans (*)	ND	77 366	82 099	82 849	83 413		0,7%
Aides à l'hébergement	88 955	104 212	106 248	112 341	118 546	33,3%	5,5%
Accueil en établissement	77 980	77 945	79 013	81 339	84 153	7,9%	3,5%
Accueil familial	3 094	3 307	3 442	3 458	3 688	19,2%	6,7%
Accueil de jour	7 881	8 522	9 563	10 575	11 668	48,1%	10,3%
ACTP des moins de 60 ans (*)	ND	14 438	14 230	16 969	19 037		12,2%
Total ACTP des moins de 60 ans	88 204	91 804	96 329	99 818	102 450	16,2%	2,6%
AIDE SOCIALE À L'ENFANCE	263 204	262 353	259 658	261 881	262 697	-0,2%	0,3%
Enfants accueillis à l'ASE	136 934	136 012	134 486	134 400	134 858	-1,5%	0,3%
Enfants confiés à l'ASE	111 393	110 935	110 829	111 164	112 403	0,9%	1,1%
Placements directs par un juge	25 541	25 077	23 657	23 236	22 455	-12,1%	-3,4%
Actions éducatives	126 270	126 341	125 172	127 481	127 839	1,2%	0,3%
AED	32 059	31 463	31 640	34 161	34 156	6,5%	0,0%
AEMO	94 211	94 878	93 532	93 319	93 683	-0,6%	0,4%

(*) Droits ouverts.
(e) Estimations
Champ : France métropolitaine
Source : DREES - enquête Aide sociale.

L'aide sociale aux personnes âgées

La mise en œuvre de l'APA a profondément modifié depuis 2002 le panorama des aides départementales en faveur des personnes âgées. Le nombre de bénéficiaires de l'APA était estimé pour la France métropolitaine, au 31 décembre 2003, à 765 000 soit une hausse de 27 % en un an². Ce chiffre, à lui seul, représente les quatre cinquièmes de l'ensemble des bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées (graphique 3).

Graphique 3 : Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement au 31.12.03 – France métropolitaine



Parallèlement, la Prestation spécifique dépendance (PSD) enregistre en un an un recul de 74 % et ne concerne plus que 9 600 bénéficiaires fin 2003. Cette prestation, créée par la loi du 24 janvier 1997 et qui comptait 146 700 bénéficiaires fin 2001, a vocation à disparaître avec la mise en œuvre de l'APA (tableau 2).

Par ailleurs, on ne comptabilise plus que 21 000 bénéficiaires de l'allocation compensatrice pour tierce personne (ACTP) en faveur des personnes âgées de 60 ans ou plus contre 200 000 en 1996. Cette prestation, créée par la loi du 30 juin 1975 sur le handicap, bénéficiait en effet

² L'estimation provisoire de 792 000 bénéficiaires de l'APA au 31.12.03 publiée par Roselyne KERJOSSE dans l'*Études et résultats* « L'Allocation personnalisée d'autonomie au 31 décembre 2003 », n° 298 de mars 2004, portait sur la France entière. Le nombre de bénéficiaires dans les DOM-TOM avait été évalué à 21 000.

aux personnes âgées jusqu'à l'instauration de la PSD, une partie de ces bénéficiaires ayant choisi d'en conserver le bénéfice.

On estime ainsi à 795 000 le nombre de personnes âgées bénéficiaires à la fin 2003 d'une prise en charge versée par les départements au titre de la dépendance dans le cadre de l'aide sociale aux personnes âgées (APA, ACTP et PSD). L'APA est versée à 96 % d'entre eux, l'ACTP à 3 % et la PSD à 1 % seulement.

Tableau 2 : Bénéficiaires d'une prise en charge au titre de la dépendance

	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
APA						600 300	764 700
ACTP 60 ans ou plus	175 000	104 700	62 700	43 200	27 300	21 400	20 700
PSD	23 000	86 000	107 000	125 300	146 700	37 100	9 600
Ensemble	198 000	190 700	169 700	168 500	174 000	658 800	795 000
France métropolitaine (en droits ouverts)							
Source : DREES - enquête Aide sociale.							

Outre ces données de cadrage, l'enquête « aide sociale » permet de donner des éclairages sur deux modalités spécifiques liées à cette nouvelle prestation : le nombre de bénéficiaires d'une allocation différentielle destinée à garantir les droits acquis et les droits à recours (encadré 3).

Encadré 3 : Éclairage sur deux modalités particulières de l'APA

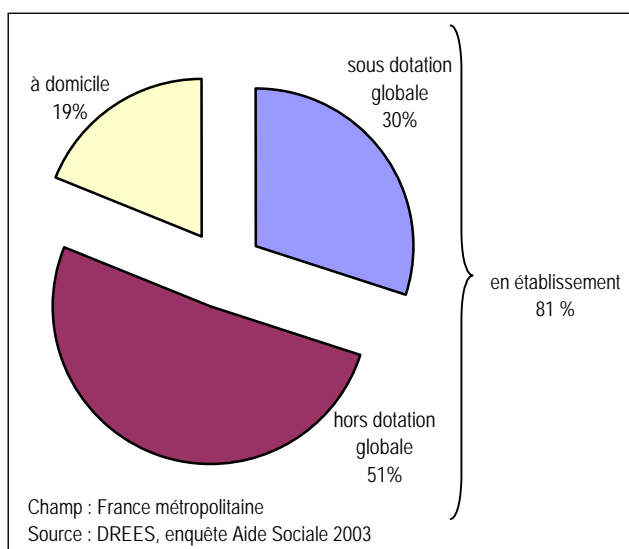
**81 % des bénéficiaires de l'allocation différentielle sont hébergés en établissement
3,5 fois plus de recours amiables que de recours contentieux**

L'allocation différentielle

La loi du 20 juillet 2001 relative à l'APA pose le principe du maintien des droits acquis pour les bénéficiaires d'anciennes prestations dépendance à domicile ou en établissement. Il vaut pour les bénéficiaires de la PSD, de la PED (prestation expérimentale dépendance), de l'ACTP, de l'aide ménagère servie par les caisses de retraite ou les départements. L'allocation différentielle est égale à la différence entre le montant des prestations perçues au titre de l'ancienne prestation ou aide et le montant d'APA effectivement versé par le département après déduction de la participation financière du bénéficiaire.

L'enquête annuelle, sur la base des réponses enregistrées par 48 départements pour près de 12 000 bénéficiaires, montre que cette prestation est pour une très forte proportion versée aux bénéficiaires de l'APA en établissement (81 %) et essentiellement aux bénéficiaires vivant dans des établissements n'ayant pas adopté la dotation globale (graphique 4). 19 % seulement des allocations différentielles sont versées à domicile.

Graphique 4 : Bénéficiaires de l'allocation différentielle en 2003 – France métropolitaine



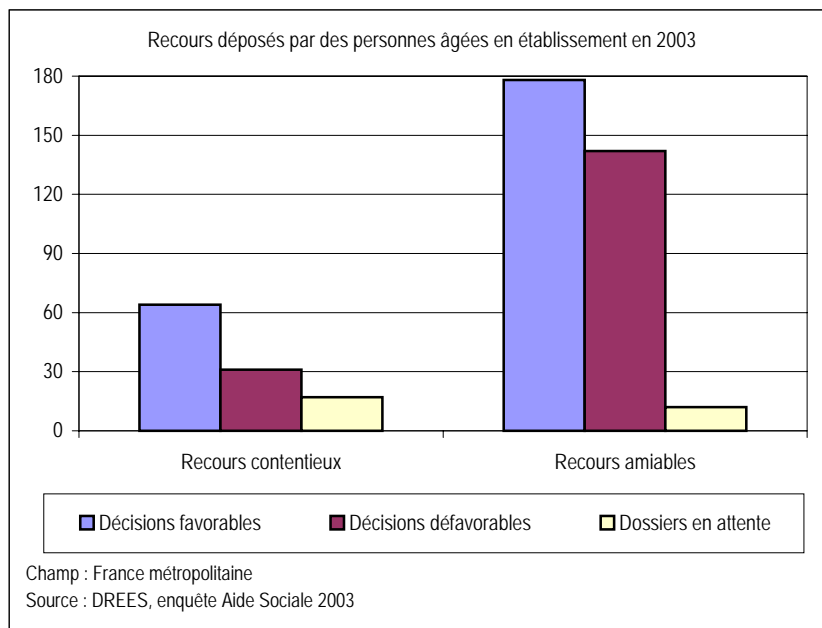
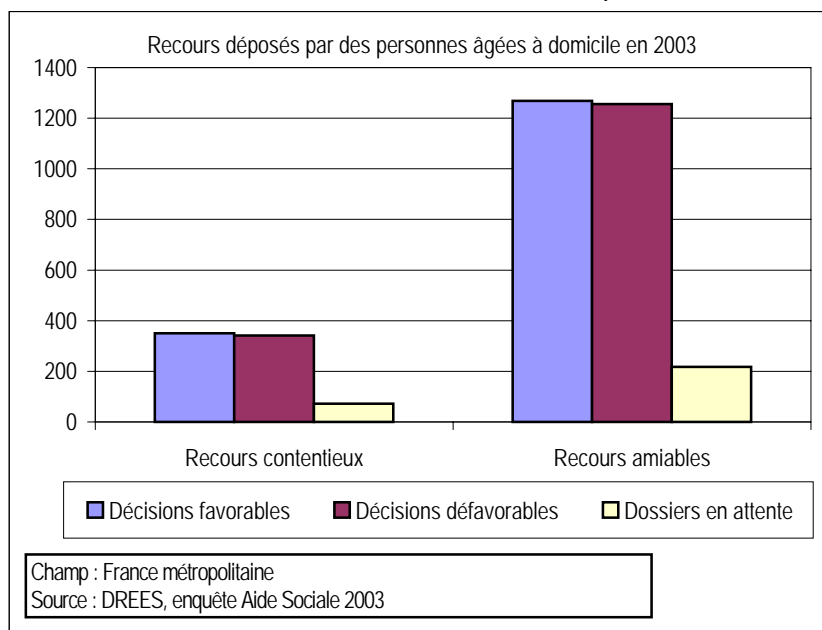
Les recours

La loi du 20 juillet 2001 relative à l'APA distingue deux types de recours distincts pour statuer sur les litiges en matière d'APA : le recours amiable devant la commission de l'APA et le recours contentieux devant la commission départementale d'aide sociale.

L'enquête annuelle, sur la base des réponses enregistrées par 53 départements, indique que les départements enregistrent, en moyenne, 3,5 fois plus de recours amiables que de recours contentieux. Trois quarts de ces recours ont été déposés par des bénéficiaires de l'APA à domicile (78 % des recours amiables et 75 % des recours contentieux).

Un recours sur deux, qu'il soit contentieux ou amiable, fait l'objet d'une décision favorable. Les décisions défavorables, elles, ne sont prononcées que dans 40 % des cas, les demandes restantes étant classées en attente (10 %).

Graphiques 5 : Recours déposés par des personnes âgées bénéficiaires de l'APA à domicile et en établissement en 2003 – France métropolitaine



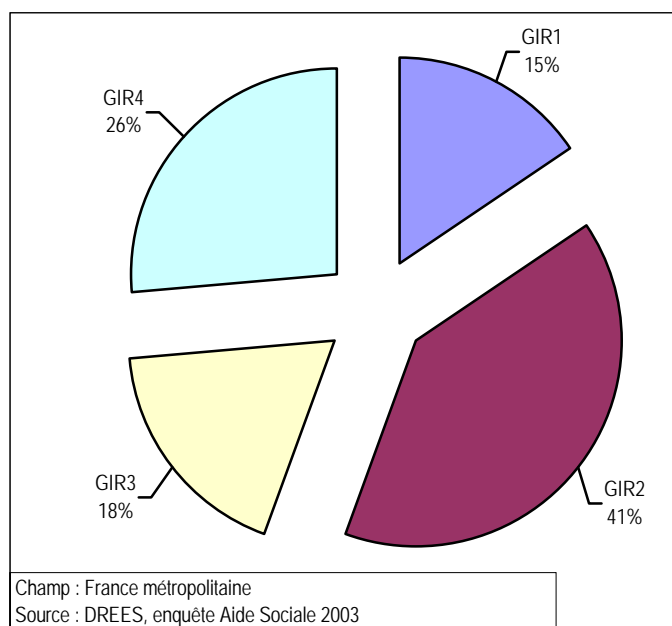
476 000 personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale sont accueillies en établissement ou en famille d'accueil

Les personnes âgées, lorsqu'elles ne peuvent rester à leur domicile, peuvent bénéficier d'une prise en charge par l'aide sociale au titre du placement chez des particuliers (placement familial) ou dans un établissement d'hébergement médico-social ou sanitaire (soins de longue durée) public ou privé. Celle-ci peut servir à acquitter tout ou partie du tarif dépendance de l'établissement – comme l'APA ou la PSD – ou plus globalement tout ou partie des frais de séjour grâce au versement d'une Aide sociale à l'hébergement (ASH). Enfin, un certain nombre de personnes de 60 ans ou plus ont conservé le bénéfice de l'ACTP, allocation qui leur avait été précédemment attribuée au titre d'un handicap ou de la dépendance.

L'APA est versée en établissement à un peu plus de 350 000 personnes de 60 ans ou plus soit 46 % des bénéficiaires de cette prestation. Elle les aide à acquitter le tarif dépendance de l'établissement qui varie selon le degré de dépendance de la personne. Elle est versée par le conseil général soit directement au bénéficiaire, soit aux établissements sous la forme d'une dotation budgétaire globale afférente à la dépendance et dans ce cas, l'établissement déduit des factures de ses résidents, bénéficiaires de l'APA, la somme qui leur est accordée à ce titre par le conseil général.

En établissement et sur la base de 38 départements répondants, la répartition des bénéficiaires de l'APA par GIR³ montre une prépondérance du GIR 2 qui représente 41 % des bénéficiaires, les moins dépendants (GIR 4) représentant 26 % des bénéficiaires (graphique 6).

Graphique 6 : Bénéficiaires de l'APA en établissement par GIR au 31.12.2003 – France métropolitaine



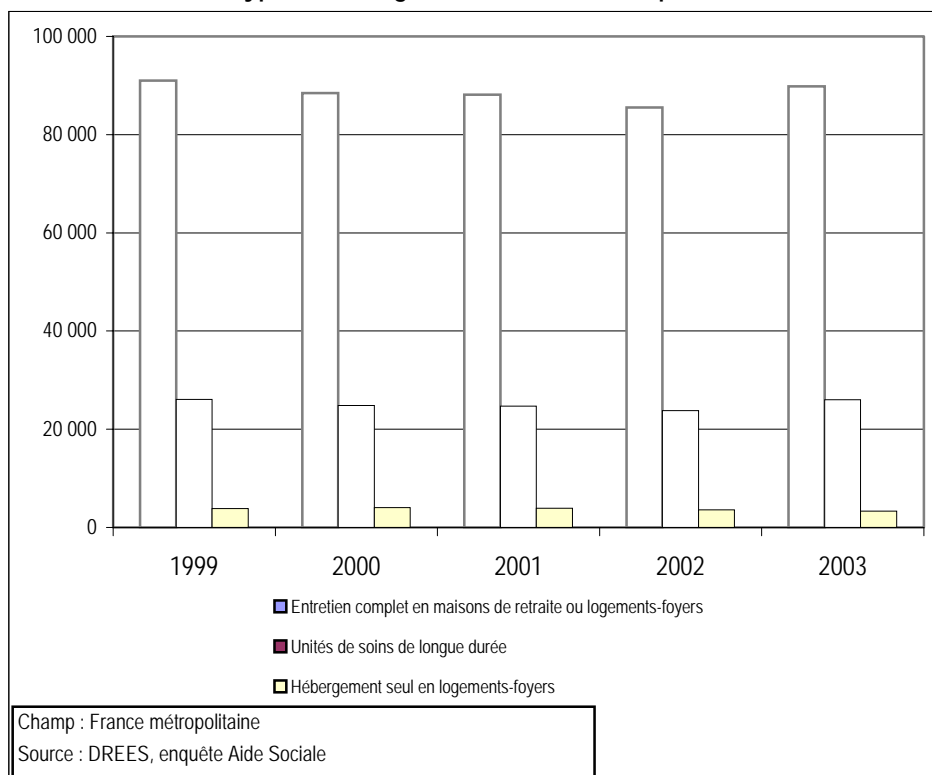
³ La grille AGGIR (Autonomie gérontologique groupe iso-ressources) classe les personnes âgées en six niveaux de perte d'autonomie : du GIR 1 pour les personnes les plus dépendantes au GIR 6 pour les personnes n'ayant pas perdu leur autonomie pour les actes discriminants de la vie quotidienne.

Fin 2003, du fait de la montée en charge de l'APA, la PSD en établissement ne concerne plus que 3 500 bénéficiaires contre 11 000 à la fin 2002 soit une diminution de 70 %. On ne compte plus, par ailleurs, que 2 100 bénéficiaires de l'ACTP en établissement, en baisse de 5 % par rapport à 2002.

Fin 2003, 119 000 personnes âgées bénéficient par ailleurs de l'Aide sociale à l'hébergement (ASH) au titre d'un hébergement en établissement. L'ASH est sur une tendance à la diminution, de plus de 10 % au cours des dix dernières années, en raison de l'élévation du niveau de vie global des personnes âgées.

Parmi ces personnes âgées bénéficiaires de l'ASH, 90 000 bénéficient d'une prise en charge complète (hébergement et restauration) en maison de retraite, hospice ou logement foyer, 26 000 sont accueillies en unité de soins de longue durée et 3 000 bénéficient d'une prise en charge de leur loyer et charges locatives en logement foyer (graphique 7).

Graphique 7 : Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine



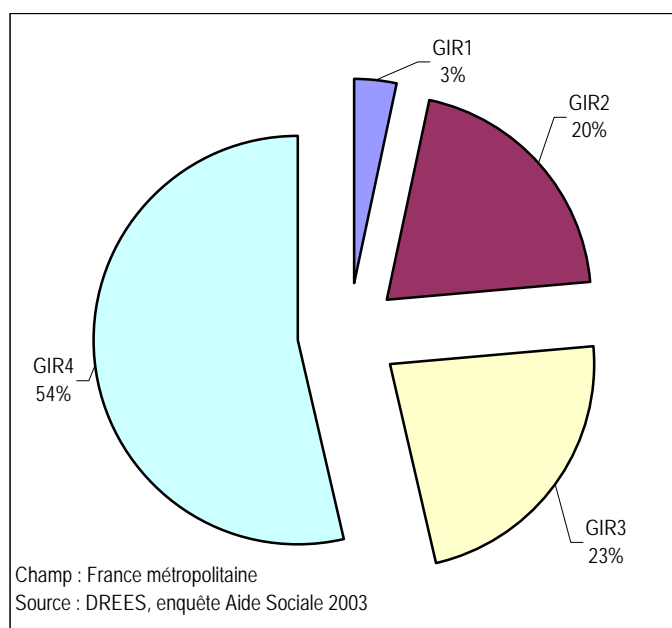
Enfin, en 2003, 1 000 personnes âgées prises en charge par l'aide sociale étaient placées chez des particuliers, à titre onéreux et habituel, chiffre sensiblement équivalent à celui de l'année 2002. Dans ce cas le département verse une allocation de placement familial au particulier ou à la famille d'accueil agréés qui reçoit la personne âgée.

476 000 personnes âgées sont bénéficiaires d'une aide sociale à domicile

La politique de soutien à domicile des personnes âgées vise à leur permettre de rester chez elles, même si elles ne peuvent accomplir seules certains actes de la vie quotidienne. Dans ce cadre, l'aide sociale accorde aux personnes âgées la prise en charge financière d'une tierce personne pour les aider et, ce, sous la forme de quatre prestations : l'APA, les aides ménagères, l'ACTP ou la PSD.

À domicile, les bénéficiaires de l'APA sont estimés à 415 000 à la fin 2003, représentant un peu plus de la moitié des bénéficiaires de cette prestation (54 %). Ce chiffre progresse de façon très importante avec une hausse qui atteint 40 % en 2003 contre 15 % en établissement. Ils sont, en moyenne, moins dépendants qu'en établissement. Prédominant en effet parmi eux des personnes classées en GIR 4 (sur la base de 42 départements répondants). À l'inverse, les bénéficiaires de l'APA classés en GIR 1 n'en représentent que 3 % à domicile (graphique 8) contre 15 % en établissement.

Graphique 8 : Bénéficiaires de l'APA à domicile par GIR au 31.12.2003 – France métropolitaine



L'APA est affectée au paiement de dépenses préalablement identifiées dans un plan d'aide. Il peut s'agir de la rémunération d'intervenants à domicile, de la prise en charge de frais d'accueil temporaire ou d'accueil de jour dans un établissement, du règlement des services rendus par les accueillants familiaux ou encore diverses dépenses concourant à l'autonomie des personnes âgées⁴.

Plus de 90 % des dépenses d'APA à domicile sont mobilisées pour financer le recours à un aidant professionnel⁵. Ces aides peuvent être assurées par des services dits prestataires qui fournissent un service faisant l'objet d'une facturation à la personne âgée, mais aussi par des

⁴ Comme la prise en charge de frais de transport, l'acquisition d'aides techniques, le portage de repas, la téléalarme, le diagnostic en matière d'adaptation du logement, des petits travaux...

⁵ Dont 2 % seulement pour les gardes de nuit.

services mandataires qui, eux, permettent à la personne âgée de recruter elle-même un salarié tout en prenant en charge les formalités administratives liées à l'embauche. Par ailleurs, la personne âgée peut recruter et employer directement un salarié qui intervient à son domicile, dans un cadre de gré à gré. Sur 29 départements ayant répondu à cette question, la plus grande part des dépenses prises en charge au titre de l'APA pour rémunérer des intervenants à domicile (46 %) concerne des services prestataires, 30 % d'entre elles des services mandataires et 24 % du gré à gré⁶.

Les 10 % de dépenses d'APA à domicile restants servent pour moitié à prendre en charge différentes aides à l'autonomie des personnes âgées (aides techniques, portage de repas, téléalarme, transport...) et pour l'autre moitié à l'accueil temporaire ou de jour en établissement ainsi qu'à des mesures comme la prise en charge de l'allocation différentielle destinée à garantir les droits acquis (encadré 3).

Trois cinquièmes des dépenses totales couvertes par l'APA à domicile bénéficient à des personnes en GIR 3 et 4, c'est-à-dire les moins dépendantes, qui représentent près de quatre cinquièmes des bénéficiaires. A l'inverse les personnes évaluées en GIR 1, qui représentent 3 % des bénéficiaires, sont à l'origine de 7 % des dépenses.

Concernant les autres prestations liées à la dépendance, on ne compte plus, fin 2003, que 6 000 bénéficiaires de la PSD à domicile contre 26 100 à la fin 2002 et 18 500 bénéficiaires de l'ACTP, chiffre sensiblement équivalent à celui enregistré à la fin 2002.

Enfin, 36 500 personnes âgées bénéficient fin 2003 de l'aide ménagère départementale. On constate depuis le milieu des années 1980 une diminution continue du nombre de bénéficiaires de cette aide, en raison principalement de l'élévation du niveau de vie des personnes âgées (le barème de ressources pour bénéficier de l'aide ménagère correspond à celui du minimum vieillesse). Cette diminution était en moyenne de 6 % par an sur les dix années précédant la mise en œuvre de l'APA. Celle-ci l'a fortement accélérée puisque le recul atteint 21 % en 2003 comme cela avait déjà été le cas en 2002. L'APA, en effet, a été ouverte à un public plus large et en particulier aux personnes classées en GIR 4. Une partie des personnes prises en charge par l'aide ménagère départementale a ainsi pu prétendre à la nouvelle allocation, et de ce fait ne bénéficie plus de l'aide ménagère.

En dehors de l'aide ménagère départementale, les personnes âgées peuvent bénéficier d'une aide ménagère financée par leur caisse de retraite.

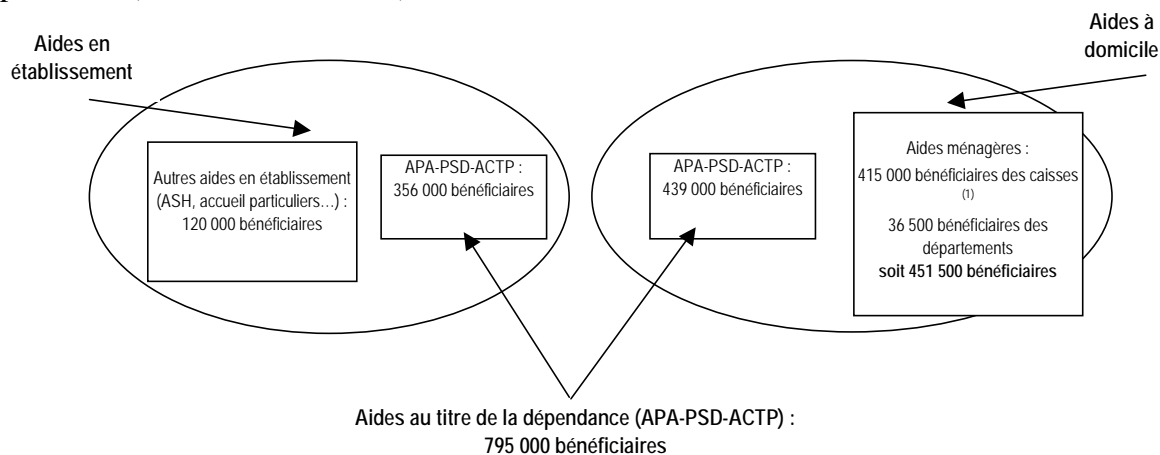
Parallèlement au recul du nombre des bénéficiaires de l'aide sociale départementale enregistrée en 2002 et 2003, le nombre de bénéficiaires de l'aide ménagère de la CNAV (principale caisse de retraite en nombre de bénéficiaires) enregistre une baisse de 23 % en métropole entre le 1er janvier 2002 et le 30 juin 2003, puis se stabilise sur le deuxième semestre 2003. Comme cela a également été le cas pour l'aide départementale, la diminution a été concentrée sur les personnes évaluées en GIR 4 et, fin décembre 2003, 99% des bénéficiaires de l'aide ménagère de la CNAV relèvent des GIR 5 et 6⁷.

⁶ Voir également METTE C., « Allocation personnalisée d'autonomie : une analyse des plans d'aide », *Études et résultats*, Drees, n° 293, février 2004.

⁷ KERJOSSE R., « L'Allocation personnalisée d'autonomie au 31 décembre 2003 », *Études et résultats*, Drees, n° 298, mars 2004.

Aussi peut-on estimer à 451 500 le nombre de personnes âgées ayant bénéficié au 31 décembre 2003 d'une aide ménagère servie par les caisses de retraite ou les départements contre 590 000 fin 2001 et 488 000 fin 2002.

Selon un concept élargi, en regroupant l'ensemble des personnes âgées bénéficiaires de l'aide sociale départementale ou d'une aide des caisses de retraite, on arriverait à un total de près de 1 366 500 personnes âgées aidées, dont près des trois cinquièmes au titre de la dépendance (APA, PSD et ACTP).



(1) : estimations provisoires
 Champ : France métropolitaine
 Source : DREES, enquête Aide Sociale 2003

Ensemble des aides aux personnes âgées versées par les départements ou les caisses de retraite : 1 366 500 bénéficiaires

Encadré 4 : L'application des conditions de ressources aux bénéficiaires de l'APA en établissement et à domicile

En établissement, 78 % des bénéficiaires de l'APA qui vivent seuls disposent de moins de 1 368 € mensuels de ressources (au sens de l'APA¹), et 41 % d'entre eux de moins de 623 € – chiffres établis à partir des réponses de 49 départements (tableau 3).

Rappelons qu'en établissement, les personnes âgées sont exonérées d'une participation financière si leurs revenus sont inférieurs à 2 055 €, que cette participation croît de 0 à 80 % du tarif dépendance applicable à leur GIR si leurs revenus sont compris entre 2 055 € et 3 162 € et qu'elle est enfin plafonnée à 80 % de ce tarif si leurs revenus sont supérieurs à 3 162 €². D'après l'enquête, 91 % des personnes âgées sont exonérées de participation financière et 1 % acquittent la participation maximum, égale à 80 % du tarif dépendance de leur établissement. Enfin, la répartition des bénéficiaires par tranche de revenus est comparable d'un niveau de GIR à l'autre³ (graphiques 9).

À domicile, 87 % des bénéficiaires de l'APA qui vivent seuls disposent de moins de 1 368 € mensuels de ressources (au sens de l'APA⁴) et 36 % de moins de 623 € mensuels – donnée établie à partir des réponses de 58 départements (tableau 3).

Rappelons que pour les bénéficiaires à domicile dont les droits sont attribués, révisés ou renouvelés depuis le 1^{er} avril 2003 – date d'application de la loi n° 2003-289 du 31 mars 2003 – la participation financière est calculée selon de nouvelles règles : les personnes âgées sont exonérées de participation financière si leurs revenus sont inférieurs à 623 €, elle croît de 0 à 90 % du montant du plan d'aide si leurs revenus sont compris entre 623 € et 2 483 € et qu'enfin elle est plafonnée à 90 % du plan d'aide si leurs revenus sont supérieurs à 2 483 €⁵.

Pour les autres, les anciennes règles s'appliquent : exonération de participation en dessous de 949 € de revenu mensuel, participation progressive entre 0 et 80 % du montant du plan d'aide si leurs revenus sont compris entre 949 € et 3 162 € et plafonnement à 80 % du plan d'aide si leurs revenus sont supérieurs à 3 162 €⁶. On peut estimer à 35 % la proportion de bénéficiaires de l'APA à domicile qui relèvent des nouveaux barèmes au 31 décembre 2003⁷.

Si tous les bénéficiaires à domicile étaient soumis aux nouvelles règles et en particulier s'ils avaient tous vu leurs droits renouvelés ou révisés, 36 % d'entre eux seraient exonérés de participation contre 68 % dans le cadre des dispositions prévues avant la mise en œuvre de la loi du 31 mars 2003. De la même façon, 2 % seraient appelés à financer 90 % de leur plan d'aide, contre moins de 1 % dans le cadre des anciennes dispositions.

Comme en établissement, les proportions de bénéficiaires par tranches de revenus apparaissent comparables d'un niveau de GIR à l'autre⁸ (graphiques 9).

Tableau 3 : Conditions de ressources des bénéficiaires de l'APA

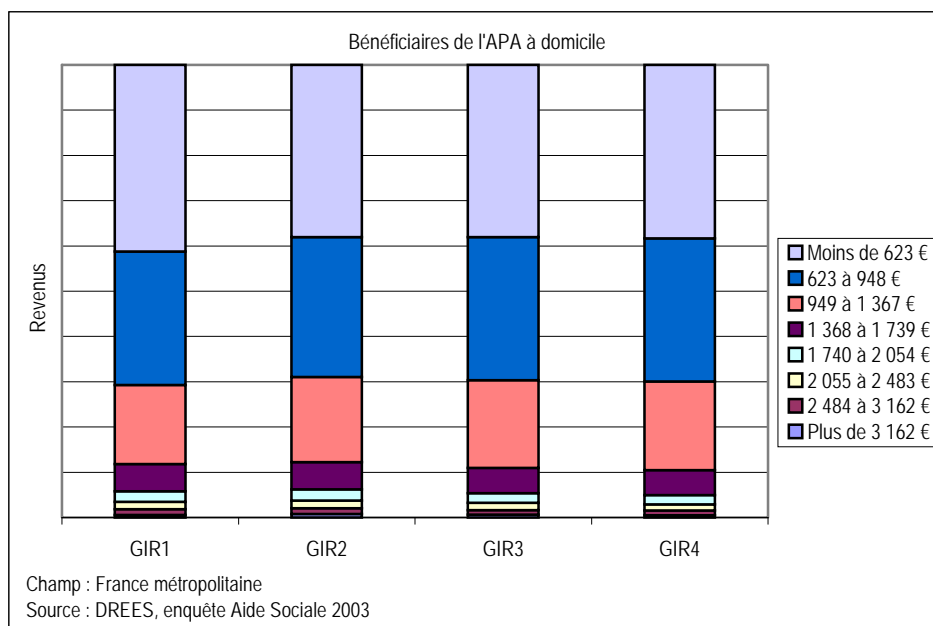
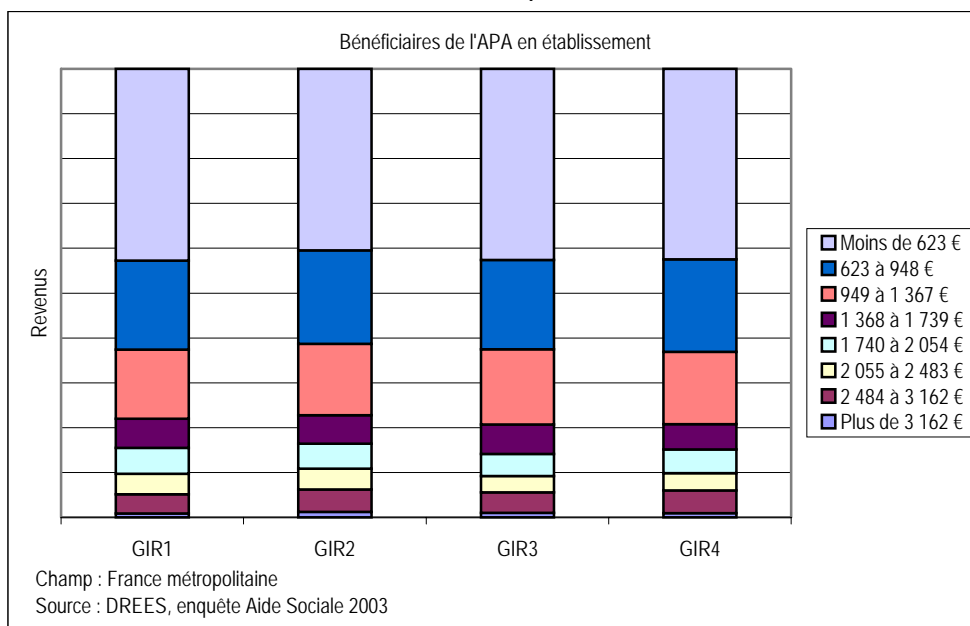
Revenus d'une personne seule	Revenus d'un couple à domicile	Revenus d'un couple en établissement	Bénéficiaires de l'APA	
			à domicile	en établissement
Moins de 623 €	Moins de 1 059 €	Moins de 1 246 €	36%	41%
de 623 à 948 €	entre 1 060 et 1 612 €	entre 1 247 et 1 896 €	32%	21%
de 949 à 1 367 €	entre 1 613 et 2 324 €	entre 1 897 et 2 734 €	19%	16%
de 1 368 à 1 739 €	entre 2 325 et 2 956 €	entre 2 735 et 3 478 €	6%	7%
de 1 740 à 2 054 €	entre 2 957 et 3 492 €	entre 3 479 et 4 108 €	3%	6%
de 2 055 à 2 483 €	entre 3 493 et 4 221 €	entre 4 109 et 4 966 €	2%	4%
de 2 484 à 3 162 €	entre 4 222 et 5 375 €	entre 4 967 et 6 324 €	1%	4%
plus de 3 162 €	plus de 5 375 €	plus de 6 324 €	1%	1%

Note : les montants sont établis par référence à la majoration pour tierce personne (MTP) de la sécurité sociale dont le montant est révisé tous les ans. Le montant de la MTP au 1^{er} janvier 2003 est de 930,06 euros.

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale 2003.

**Graphiques 9 : Bénéficiaires de l'APA en établissement et à domicile par revenus et par GIR au 31.12.2003
- France métropolitaine**



¹ Ou 2 735 € par mois de revenus pour les personnes qui vivent en couple.

² Revenus inférieurs à 2,21 fois la majoration pour tierce personne (MTP), entre 2,21 et 3,4 fois la MTP et supérieurs à 3,4 fois la MTP. Le montant de la MTP au 1er janvier 2003 est de 930,06 euros.

³ À partir de 29 départements répondants.

⁴ Ou 2 325 € par mois de revenus pour les personnes qui vivent en couple.

⁵ Revenus inférieurs à 0,67 fois la MTP (majoration pour aide constante d'une tierce personne), entre 0,67 et 2,67 fois la MTP et supérieurs à 2,67 fois la MTP.

⁶ Revenus inférieurs à 1,02 fois la MTP, entre 1,02 et 3,4 fois la MTP et supérieurs à 3,4 fois la MTP.

⁷ Roselyne Kerjosse « L'allocation personnalisée d'autonomie au 31 décembre 2003 », Études et résultats, n°298, mars 2004, Drees.

⁸ À partir de 33 départements répondants.

Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale

La mise en regard des structures par sexe des populations en ménage ou en collectivité et des populations de bénéficiaires révèle des différences notables selon que l'on observe l'aide à domicile ou l'aide à l'hébergement (graphiques 10).

Ainsi à domicile, les hommes âgés de 60 ans ou plus ne représentent que 26 % des bénéficiaires d'une aide à domicile⁸ alors qu'ils ne représentent que 43 % des ménages⁹ des 60 ans ou plus – Insee 1999 –.

En revanche, les femmes recourent proportionnellement davantage à une aide à domicile. Elles sont en effet 74 % à bénéficier d'une aide à domicile alors qu'elles ne représentent que 57 % des ménages des 60 ans ou plus – Insee 1999 –.

- En établissements, le rapport entre la population hommes/femmes en collectivités¹⁰ et les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement¹¹ est tout à fait comparable. 74 % de la population en collectivités est constituée de femmes – Insee 1999 – et elles représentent 74 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement (et la même chose pour les hommes).

Au total, les femmes âgées de 60 ans ou plus représentent donc près de trois quart des bénéficiaires d'une aide alors qu'elles ne représentent que trois cinquièmes de la population française de cet âge – Insee Estimations de population au 1^{er} janvier 2003 –.

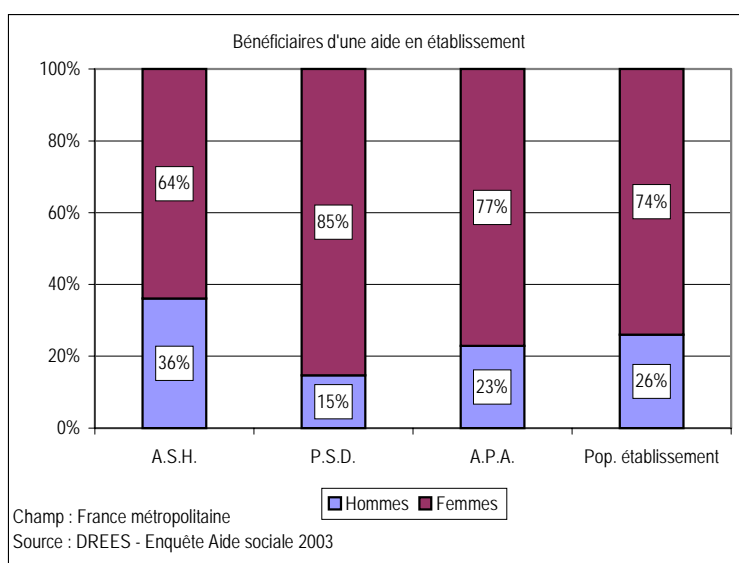
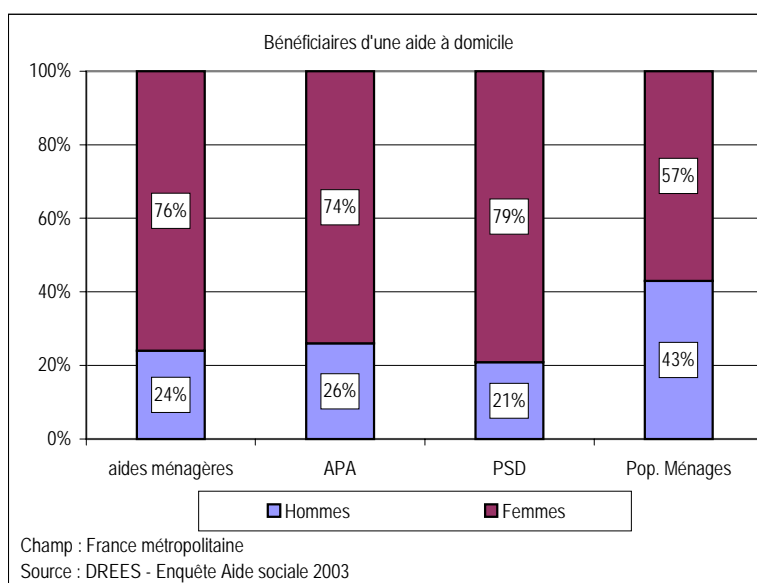
⁸ Bénéficiaires d'une aide ménagère, de l'APA ou de la PSD à domicile.

⁹ Un ménage, au sens statistique, correspond à l'ensemble des occupants d'une résidence principale qu'ils aient ou non un lien de parenté. Il peut ne comprendre qu'une seule personne. Les ménages incluent les personnes qui vivent en logements foyers or, les logements foyers, dans les enquêtes de la Drees, sont classés dans les établissements.

¹⁰ On ne compte ici dans les collectivités que les maisons de retraite et les unités de soins de longue durée.

¹¹ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, de l'APA, de la PSD en établissement ou d'un accueil familial.

Graphiques 10 : Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale au 31.12.2003
France métropolitaine



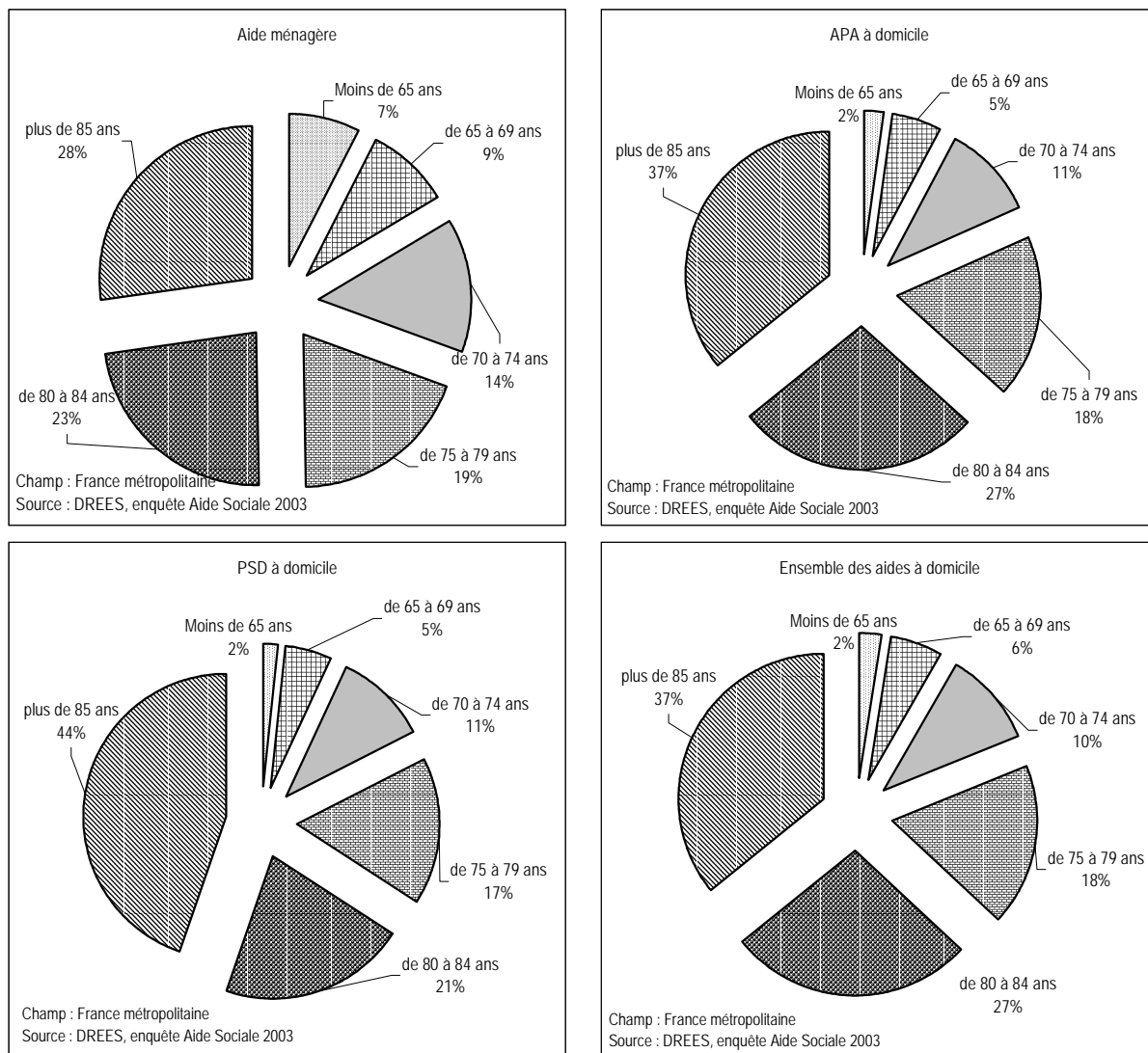
Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale

Les personnes de 85 ans ou plus, qui ne représentent que 9 % de la population des 60 ans ou plus et dont 73 % sont des femmes – Insee Estimations de population au 1^{er} janvier 2003 – constituent la part la plus importante de la population des bénéficiaires (graphiques 11 et 12). En effet, cette tranche d'âge regroupe des personnes qui émargent de façon importante à l'aide sociale en raison de faibles ressources financières (petites retraites, femmes n'ayant jamais été salariées...).

En particulier, les personnes ayant 85 ans ou plus à domicile, qui ne représentent que 9 % de la population en ménage⁹ – Insee 1999 –, représentent 37 % des bénéficiaires de l'aide sociale à domicile⁸. Néanmoins, elles sont proportionnellement plus nombreuses parmi les

bénéficiaires de la PSD (44 %) ou de l'APA (37 %) que parmi les bénéficiaires d'une aide ménagère (28 %).

Graphiques 11 : Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile au 31.12.2003 – France métropolitaine

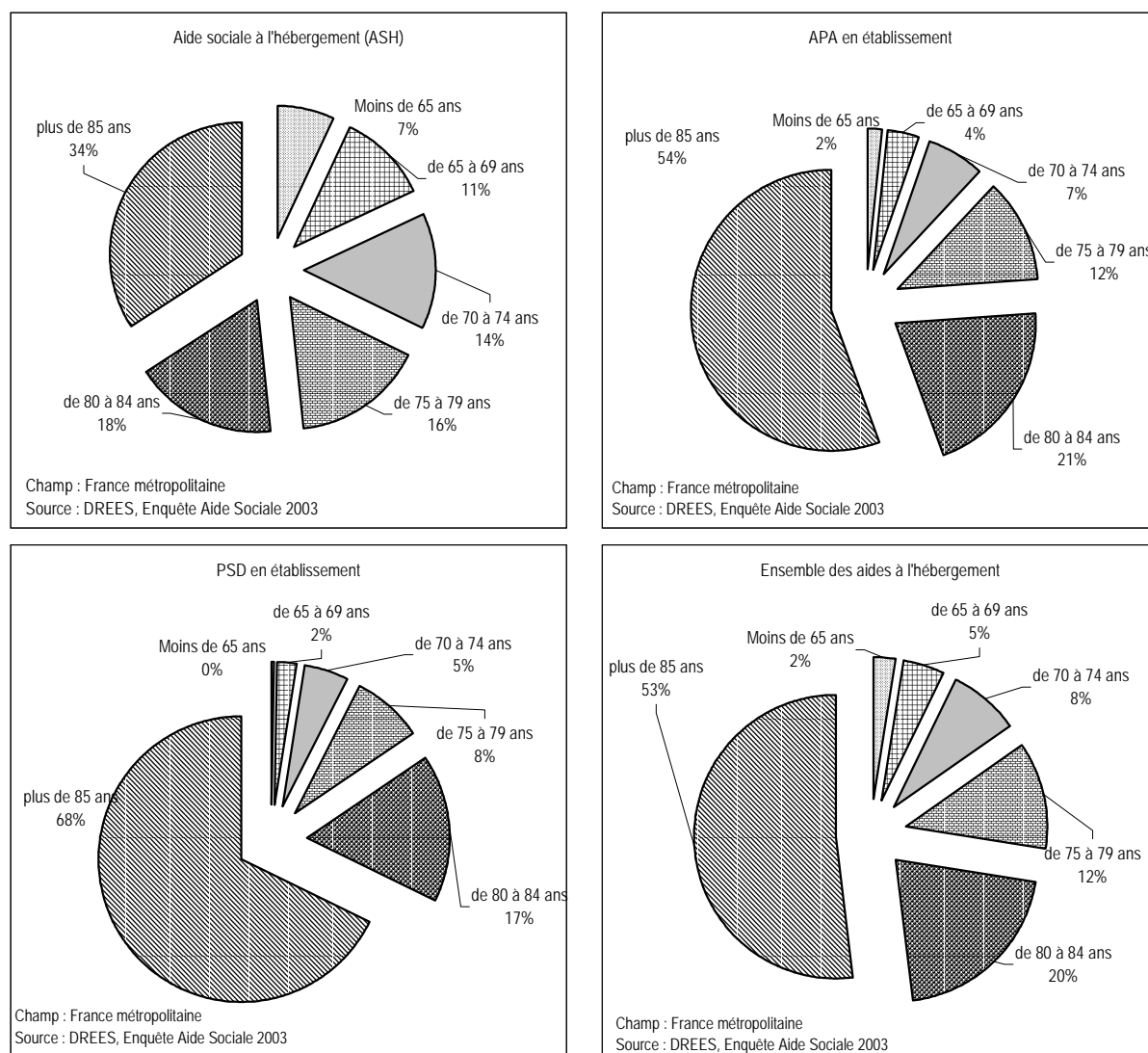


En établissement, alors que les personnes de 85 ans ou plus constituent 59 % de la population en collectivités¹⁰ – Insee 1999 –, elles représentent 53 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement¹¹. Là encore, et de façon plus marquée qu'à domicile, elles sont proportionnellement plus nombreuses parmi les bénéficiaires de la PSD (68 %) ou de l'APA (54 %) que parmi les bénéficiaires de l'ASH (34 %).

En revanche, les personnes âgées de 75 à 84 ans, qui représentent 29 % de la population des 60 ans ou plus et dont 61 % sont des femmes – Insee Estimations de population au 1^{er} janvier 2003 –, sont globalement moins dépendantes et proportionnellement plus nombreuses à rester chez elles. Elles constituent :

- 25 % de la population en ménage – Insee 1999 – et représentent en moyenne 45 % des bénéficiaires d'une aide à domicile ;
- 25 % de la population en collectivités – Insee 1999 – et représentent en moyenne 32 % des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement.

Graphiques 12 : Âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement au 31.12.2003 – France métropolitaine



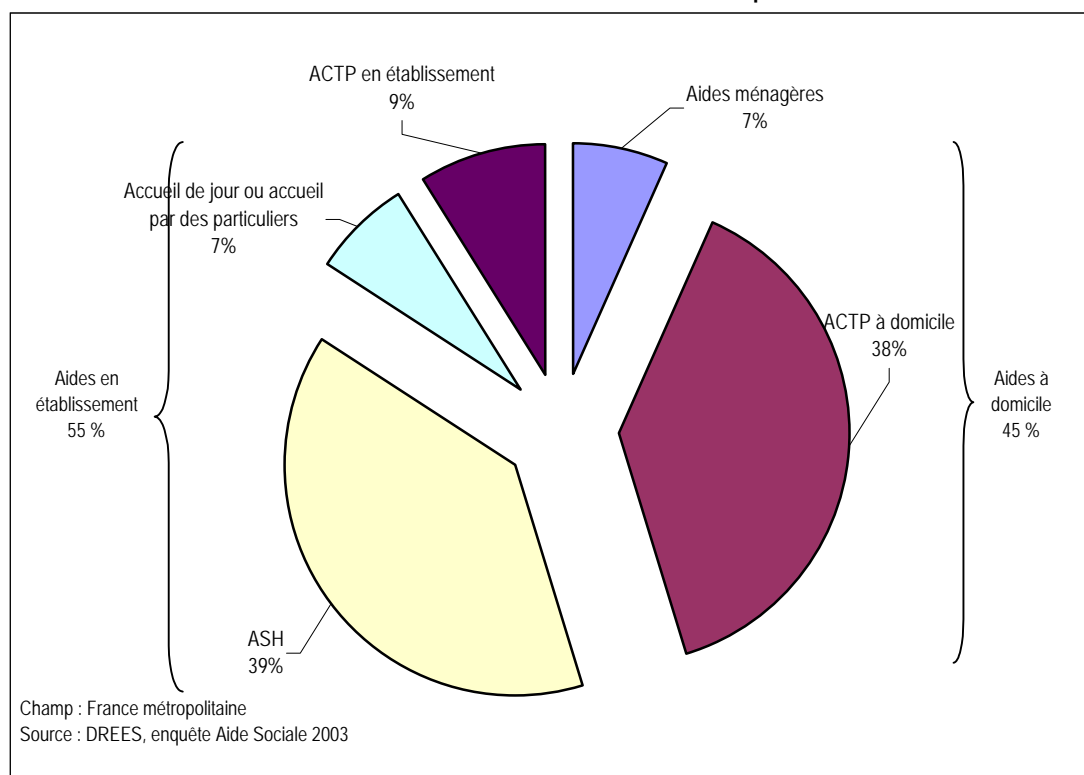
On peut noter que les personnes âgées de 60 à 74 ans, donc les moins dépendantes, représentent :

- 18 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à domicile, mais 30 % des bénéficiaires d'une aide ménagère à domicile et 18 % des bénéficiaires de la PSD ou de l'APA à domicile ;
- 15 % en moyenne des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement, mais 32 % des bénéficiaires d'une ASH et respectivement 13 % et 7 % des bénéficiaires de l'APA ou de la PSD en établissement.

L'aide sociale aux personnes handicapées

Près d'une aide sur deux en faveur des personnes handicapées prend la forme d'une allocation compensatrice pour tierce personne (graphique 13). L'ACTP est accordée à toute personne handicapée dont l'état nécessite l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de l'existence ou qui se voit imposer des frais supplémentaires liés au handicap dans le cadre de l'exercice d'une activité professionnelle (prise en charge de frais de transport, d'achat ou d'aménagement de matériel, de locaux, de véhicule...) ¹².

Graphique 13 : Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement au 31.12.2003 - France métropolitaine



118 500 adultes handicapés bénéficiaires d'une aide sociale sont accueillis en établissement ou en famille d'accueil

Les adultes handicapés, qui ne peuvent être maintenus dans un milieu ordinaire de vie, peuvent bénéficier d'une prise en charge départementale en établissement médico-social, avec ou sans hébergement ou d'une prise en charge dans le cadre d'un placement chez des particuliers. Le nombre de bénéficiaires de ce type d'aide s'accroît de 5,5 % par rapport à 2002.

¹² Le bénéficiaire de l'allocation compensatrice pour frais professionnels doit exercer une activité régulière, en milieu protégé ou en milieu ordinaire, à temps plein ou à temps partiel. On estime entre 3,5 % à 4 % la part des personnes handicapées ayant une activité professionnelle et bénéficiaires de cette ACTP en 2003, soit entre 3 500 et 4 000 personnes.

Les établissements d'accueil et d'hébergement pour adultes handicapés financés partiellement ou totalement par l'aide sociale sont de trois types : les foyers d'hébergement, les foyers occupationnels et les foyers d'accueil médicalisé. Les foyers d'hébergement sont des établissements sociaux assurant l'hébergement et l'entretien des travailleurs handicapés qui exercent une activité pendant la journée en Centre d'aide par le travail (CAT), en atelier protégé ou en milieu ordinaire. Les foyers occupationnels, dits foyers de vie, sont des établissements médico-sociaux qui accueillent la journée des personnes qui ne sont pas en mesure de travailler mais qui disposent d'une certaine autonomie physique ou intellectuelle. Enfin les foyers d'accueil médicalisés sont destinés à accueillir des personnes lourdement handicapées dont la dépendance totale ou partielle les rend inaptes à toute activité à caractère professionnel.

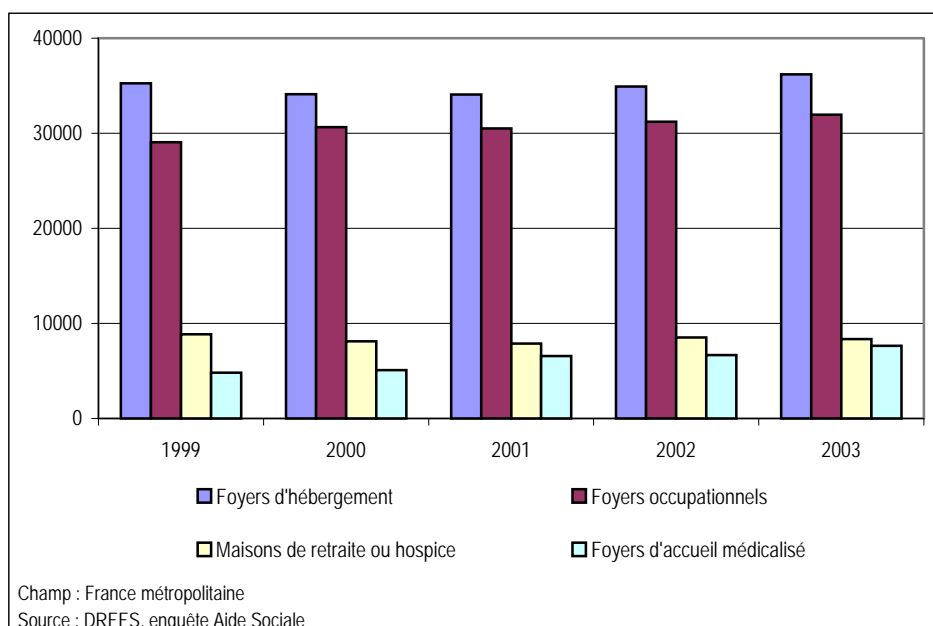
Le nombre de bénéficiaires hébergés dans ces établissements au titre de l'aide sociale à l'hébergement est en augmentation régulière depuis 1993 : 84 200 en 2003 contre 71 000 en 1993, soit une hausse de 18 % en dix ans.

Fin 2003, 36 200 adultes handicapés bénéficiaires d'une aide sociale sont ainsi hébergés en foyers d'hébergement, 32 000 sont accueillis en foyers occupationnels, 8 300 vivent en maisons de retraite, hospices ou unités de soins de longue durée et 7 700 résident en foyers d'accueil médicalisé pour adultes lourdement handicapés (graphique 14).

En outre, 19 000 bénéficiaires de l'ACTP représentent, comme en 2002, 16 % des bénéficiaires des aides aux personnes handicapées.

Enfin, les solutions alternatives à l'hébergement en établissement, tels l'accueil de jour ou le placement familial, bien qu'en développement, ne concernent en 2003 que 13 % des bénéficiaires accueillis en établissement. L'accueil de jour cependant a été multiplié par trois en dix ans et concerne désormais près de 12 000 personnes, en augmentation de 10 % par rapport à 2002. Quant au placement familial, s'il progresse de façon constante depuis 1992, et une nouvelle fois de 7 % en 2003, il reste encore marginal puisqu'il ne permet de prendre en charge qu'un peu moins de 3 700 personnes handicapées, soit 3 % seulement de l'ensemble des bénéficiaires d'une aide à l'hébergement.

Graphique 14 : Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine



98 000 adultes handicapés sont bénéficiaires d'une aide à domicile

Pour l'essentiel, les prestations que versent les départements aux personnes handicapées au titre d'une aide à domicile transitent par l'allocation compensatrice pour tierce personne. Cette allocation en espèces a été versée en 2003 à 83 400 adultes handicapés ayant besoin d'une tierce personne pour accomplir les actes essentiels de la vie quotidienne, chiffre en légère hausse par rapport à celui de l'année 2002.

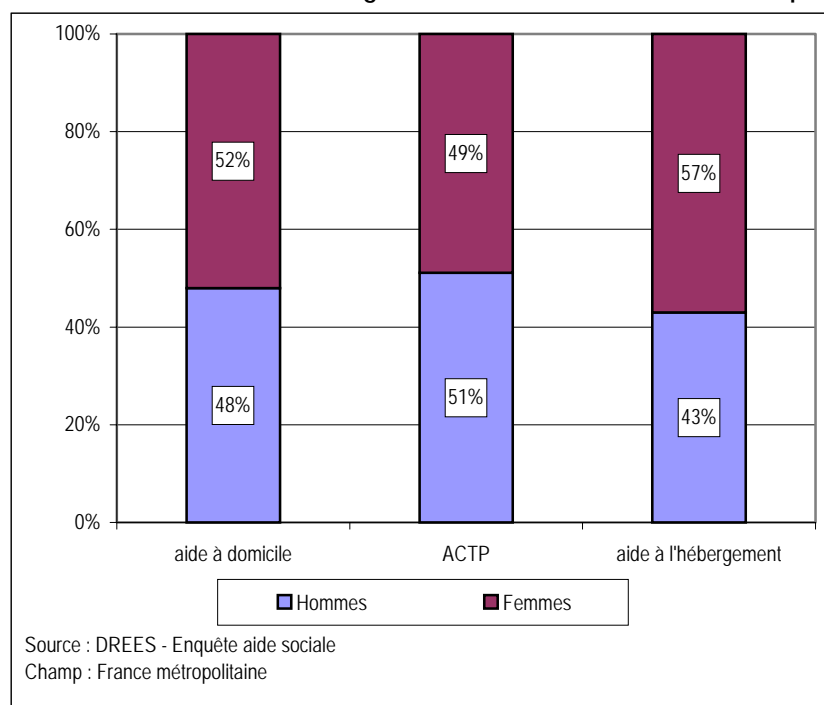
L'aide à domicile comprend deux autres éléments. D'une part, l'aide ménagère qui correspond à la prise en charge partielle d'un quota d'heures d'intervention d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie employées par un service habilité. La personne handicapée doit, pour en bénéficier, présenter un taux d'incapacité permanente d'au moins 80 % ou être, compte tenu de son handicap, dans l'impossibilité reconnue par la Commission technique d'orientation et de reclassement (Cotorep), de se procurer un emploi. D'autre part, si elle ne peut recourir à une aide ménagère, une allocation représentative des services ménagers peut lui être versée pour rémunérer une employée de maison.

En 2003, 14 600 adultes handicapés ont ainsi bénéficié d'une aide ménagère ou d'une auxiliaire de vie (y compris l'allocation représentative de services ménagers). Ce type d'aide a doublé depuis 1993, et augmente encore de 8 % en 2002. Il ne représente néanmoins que 7 % de l'aide sociale aux personnes handicapées à domicile ou en établissements prise en charge par les départements (graphique 13).

Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale

Quel que soit le type d'aide (aide à l'hébergement¹³, aide à domicile¹⁴ et ACTP¹⁵), les statistiques sur l'année 2003 comme sur l'année 2002 font apparaître que les prestations sociales sont en moyenne quasiment autant versées à des hommes qu'à des femmes (graphique 15).

Graphique 15 : Répartition par sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement au 31.12.2003 – France métropolitaine



Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide sociale

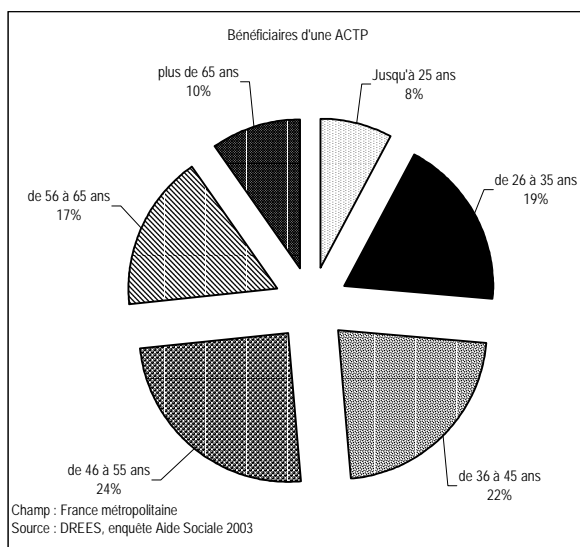
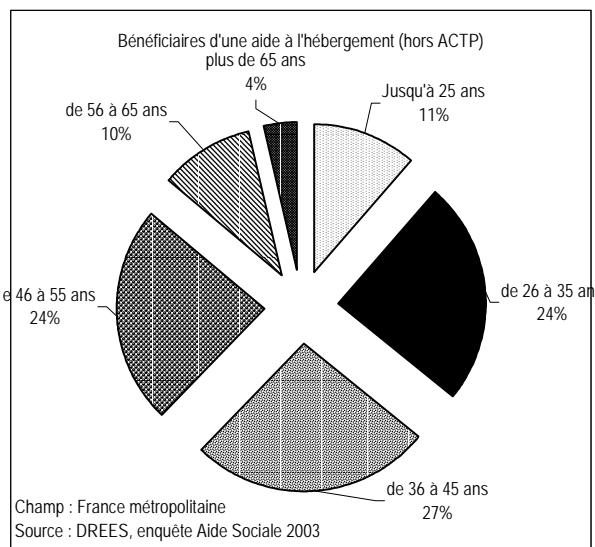
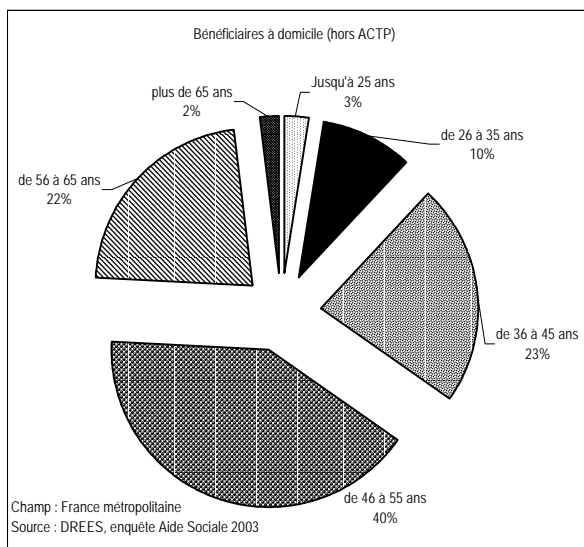
La population bénéficiaire d'une aide à l'hébergement¹³ est en structure plus jeune que celle bénéficiaire d'une aide à domicile¹⁴. En effet parmi les bénéficiaires, les personnes handicapées de moins de 35 ans sont proportionnellement plus de 2,5 fois plus nombreuses en établissement qu'à domicile et les personnes handicapées de 45 ans ou plus sont, elles, proportionnellement plus de 1,5 fois plus nombreuses à domicile qu'en établissement (graphiques 16).

¹³ Bénéficiaires d'une aide sociale à l'hébergement, d'un accueil de jour, d'un accueil par des particuliers, de services d'accompagnement en milieu ordinaire, de jeunes majeurs bénéficiant de l'amendement Creton, de mineurs en éducation spéciale.

¹⁴ Bénéficiaires d'aides ménagères ou d'auxiliaires de vie.

¹⁵ Bénéficiaires d'une allocation compensatrice pour tierce personne à domicile ou en établissement.

Graphiques 16 : Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP au 31.12.2003 – France métropolitaine

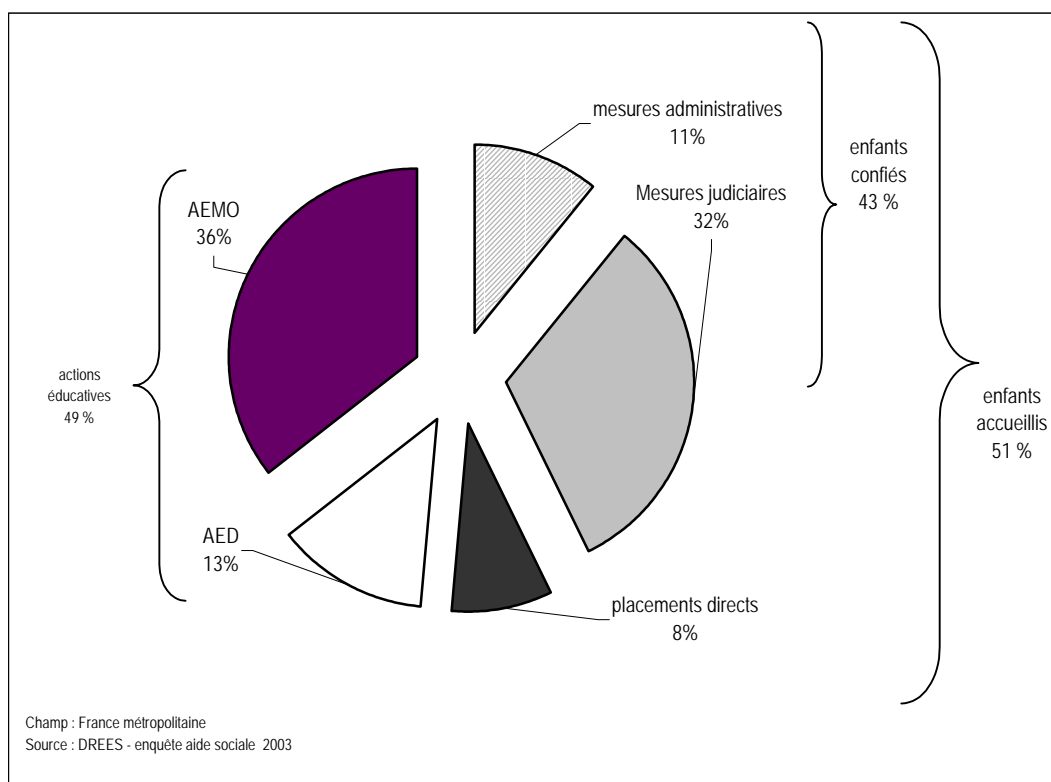


L'aide sociale à l'enfance

L'Aide sociale à l'enfance (ASE) est placée sous l'autorité des présidents des conseils généraux. Les dispositions régissant le service de l'aide sociale à l'enfance figurent aux articles L221-1 et suivants du Code de l'action sociale et des familles. Dans ce cadre, l'organisation et la mise en œuvre de la politique de protection de l'enfance, mission d'intérêt général et d'ordre public, relèvent de chaque département. Chacun organise le service, attribue les prestations dont il fixe les tarifs et s'appuie sur un dispositif d'établissements et de services, publics ou privés habilités, dont le financement est approuvé chaque année lors du vote du budget et dont l'activité est contrôlée par les services du conseil général.

Pour 1 000 jeunes de 0 à 21 ans, on compte en moyenne 18 bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance. Dans ce total, la part des enfants accueillis à l'ASE, c'est-à-dire ceux faisant l'objet d'une mesure de placement hors du milieu familial, demeure légèrement supérieure à la part des enfants bénéficiaires d'actions éducatives : 51 % contre 49 % (graphique 17).

Graphique 17 : Répartition des actions éducatives et des placements rapportés au nombre total de bénéficiaires de l'ASE



Les enfants accueillis à l'ASE

Le nombre total d'enfants accueillis à l'ASE regroupe à la fois ceux qui lui sont spécifiquement confiés, qu'ils fassent l'objet de mesures administratives ou judiciaires, et les enfants qui sont placés directement par le juge (encadré 5).

Au total, 135 000 enfants ont ainsi été accueillis à l'ASE en 2003, soit légèrement plus qu'en 2002 (tableau 4). Cette évolution interrompt la tendance à la baisse des années antérieures (-0,6 % en moyenne annuelle sur la période 1999-2002). La faible augmentation du nombre d'enfants accueillis résulte de deux mouvements opposés : le nombre d'enfants confiés suite à une mesure administrative ou judiciaire augmente de 1 % (112 400 en 2003), tandis que le nombre d'enfants placés directement par le juge, qui ne représente que 17 % des enfants accueillis, diminue de 3,4 % (22 500 en 2003).

Tableau 4 : Les enfants accueillis à l'ASE

	1999	2000	2001	2002	2003	Taux de croissance en %	
						1999-2003	2002-2003
Enfants confiés à l'ASE	111 393	110 935	110 829	111 164	112 403	0,9	1,1
Dont mesures judiciaires	82 464	82 253	82 174	83 228	83 817	1,6	0,7
Dont mesures administratives	28 929	28 682	28 655	27 936	28 586	-1,2	2,3
Placements directs	25 541	25 077	23 657	23 236	22 455	-12,1	-3,4
Enfants accueillis à l'ASE	136 934	136 012	134 486	134 400	134 858	-1,5	0,3

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale

En 2003, la part des enfants confiés à l'ASE au titre d'une mesure judiciaire reste prépondérante (75 %) par rapport à ceux confiés suite à une mesure administrative (25 %). Le nombre d'enfants confiés à l'ASE au titre d'une mesure judiciaire augmente de 0,7 % par rapport à 2002 (83 800 bénéficiaires fin 2003). Les placements à l'ASE par le juge représentent à cet égard 92 % de l'ensemble des mesures judiciaires et augmentent de 0,8 % en 2003 (de 76 600 en 2002 à 77 200) (tableau 5) ; les 8 % restants sont constitués des tutelles d'Etat déferées à l'ASE, des délégations d'autorité parentale et des retraits partiels de l'autorité parentale.

Le nombre d'enfants bénéficiant de mesures administratives augmente, quant à lui, de 2 % entre 2002 et 2003, passant de 27 900 à 28 600. Cette évolution est en rupture avec la baisse de 3 % enregistrée entre 1999 et 2002. Les accueils provisoires de mineurs ou de jeunes majeurs, qui correspondent à des placements à la demande ou en accord avec les parents, représentent 90 % de ces mesures administratives ; les 10 % restants correspondant à des pupilles de l'État. Les accueils provisoires sont stables en 2003 pour les mineurs (à 11 900), et augmentent de 7 % pour les jeunes majeurs. Pour ces derniers, l'augmentation des accueils provisoires rompt avec l'évolution à la baisse constatée antérieurement (-2,9 % en moyenne annuelle sur la période 1999-2002) (tableau 5).

Tableau 5 : Mesures administratives et judiciaires

	1999	2000	2001	2002	2003	Taux de croissance en %	
						1999-2003	2002-2003
Total enfants confiés à l'ASE	111 393	110 935	110 829	111 164	112 403	0,9	1,1
Mesures administratives	28 929	28 683	28 655	27 936	28 586	-1,2	2,3
Dont pupilles	3 010	2 997	2 881	2 860	2 698	-10,4	-5,7
Dont acc prov. de mineurs	11 589	11 803	12 539	11 939	11 867	2,4	-0,6
Dont acc prov. de jeunes majeurs	14 330	13 883	13 235	13 137	14 021	-2,2	6,7
Mesures judiciaires	82 464	82 252	82 174	83 228	83 817	1,6	0,7
Dont DAP* à l'ASE	2 804	2 882	2 831	2 893	2 753	-1,8	-4,8
Dont tutelle	2 731	2 959	3 215	3 669	3 824	40,0	4,2
Dont retrait de l'autorité parentale	16	18	16	28	11	-31,3	-60,7
Dont Placement à l'ASE par le juge	76 913	76 393	76 112	76 638	77 229	0,4	0,8

* Délégation de l'autorité parentale à l'ASE

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale

Par ailleurs, les enfants confiés à l'ASE sont placés principalement en famille d'accueil ou dans un établissement public de l'ASE ou du secteur associatif habilité et financé par elle. En 2003, les familles d'accueil représentent 55 % de l'hébergement des enfants confiés à l'ASE, alors que les établissements en accueillent 38 % (tableau 6 et graphique 18). Le nombre d'enfants confiés à l'ASE qui sont placés en famille d'accueil augmente légèrement de 1 % en 2003 (61 900). Cette augmentation s'inscrit dans une évolution ancienne (+1 % en moyenne annuelle entre 1999 et 2002). Le nombre d'enfants placés en établissement augmente, quant à lui, de 4 % entre 2002 et 2003, passant de 40 500 à 42 200. Cette hausse rompt également avec la tendance des années précédentes au cours desquelles le nombre d'enfants placés en établissement diminue de façon continue (-2,6 % en moyenne annuelle sur la période 1999-2002).

Les adolescents autonomes (hébergement d'adolescents en appartement indépendant avec des visites régulières d'instructeurs ou autres internats scolaires) et autres modes d'hébergements sont minoritaires : au total 7 % de l'ensemble. Ces deux modes d'hébergement continuent à reculer en 2003, surtout en raison de la diminution importante du nombre d'adolescents autonomes.

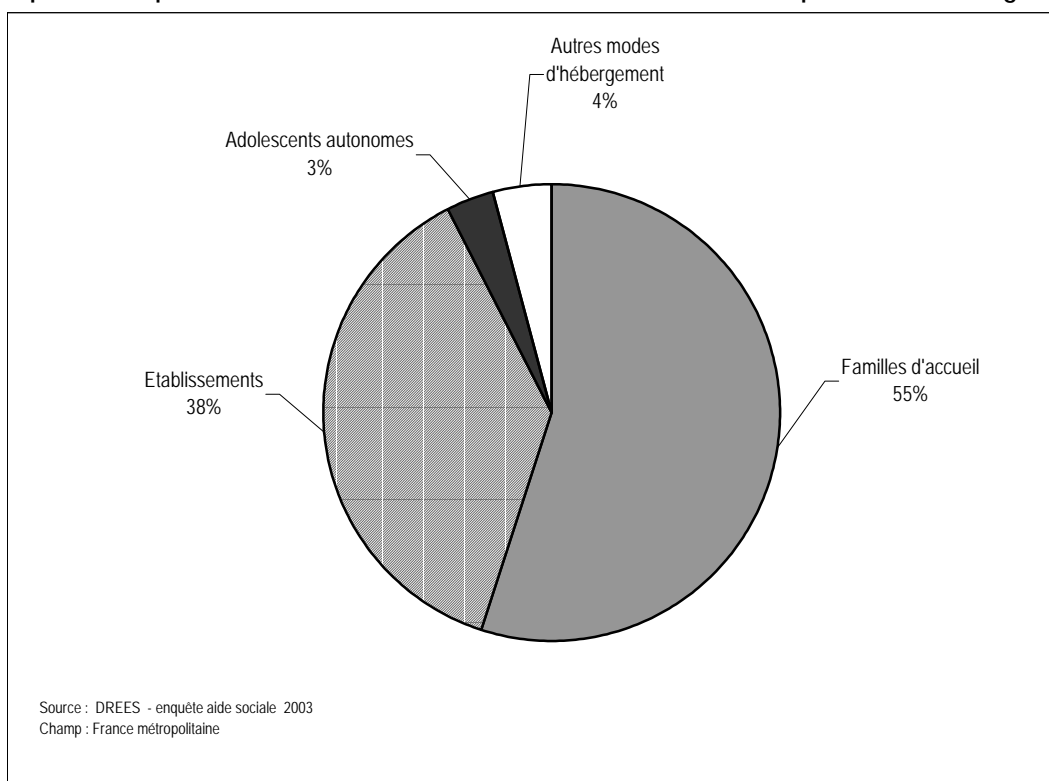
Tableau 6 : Modes d'hébergement des enfants confiés à l'ASE

	1999	2000	2001	2002	2003	Taux de croissance en %	
						1999-2003	2002-2003
Famille d'accueil	59 025	59 667	61 120	61 359	61 930	4,9	0,9
Établissement	43 880	43 265	41 737	40 514	42 184	-3,9	4,1
Adolescents autonomes	4 767	4 304	4 147	4 439	3 654	-23,3	-17,7
Autres modes d'hébergement	3 721	3 699	3 825	4 852	4 635	24,6	-4,5
Total enfants confiés	111 393	110 935	110 829	111 164	112 403	0,9	1,1

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale

Graphique 18 – Répartition des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance par mode d'hébergement



Enfin, distincts des mesures administratives et judiciaires, les placements directs par le juge diminuent de 3,4 % par rapport à 2002, passant de 23 200 à 22 500 en 2003. Cette évolution s'inscrit dans la tendance des années précédentes.

Les enfants confiés à l'ASE ont un âge moyen de 11,5 ans (tableau 7). Un enfant sur sept a moins de 6 ans, un sur huit est un jeune majeur.

Tableau 7 : Répartition par âge des enfants confiés à l'ASE

	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Total
Effectifs	17 010	25 042	36 583	18 998	14 772	112 403
Part (en %)	15	22	33	17	13	100

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale 2003

Les Actions éducatives à domicile (AED) et en milieu ouvert (AEMO)

Les actions éducatives regroupent à la fois des Actions éducatives à domicile (AED) et en milieu ouvert (AEMO) (encadré 5). En 2003, le nombre de leurs bénéficiaires est relativement stable (128 000) (tableau 8). Cette stabilité résulte d'une stagnation à la fois des AEMO et des AED.

Les AEMO représentent 73 % de l'ensemble des actions éducatives (93 700). Les AED, dont la part est moindre (34 200), avaient augmenté de 8 % entre 2001 et 2002.

Tableau 8 : Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative

	1999	2000	2001	2002	2003	Taux de croissance en %	
						1999-2003	2002-2003
AED	32 059	31 463	31 640	34 161	34 156	6,5	0,0
AEMO	94 211	94 878	93 532	93 319	93 683	-0,6	0,4
Total des actions éducatives	126 270	126 341	125 172	127 480	127 839	1,2	0,3

Champ : France métropolitaine

Source : DREES - enquête Aide sociale

Encadré 5 : Les mesures de placement et les actions éducatives de l'aide sociale à l'enfance

Les mesures de placement à l'aide sociale à l'enfance sont de trois types :

- les mesures administratives sont décidées par l'ASE (président du conseil général) sur demande ou en accord avec la famille suite à un signalement. Ce sont les accueils provisoires de mineurs, les accueils provisoires de jeunes majeurs, et les pupilles de l'État ;
- les mesures judiciaires sont décidées par le juge des enfants au titre de l'assistance éducative. L'enfant est confié au service de l'ASE qui détermine les modalités de son placement. Elles comprennent : La délégation de l'autorité parentale, le retrait partiel de l'autorité parentale, la tutelle d'État déferée à l'ASE et le placement à l'ASE par le juge des enfants ;
- les placements directs par le juge comprennent le placement auprès d'un établissement ou d'un tiers digne de confiance et la délégation de l'autorité parentale à un particulier ou à un établissement. Dans le cas d'un placement direct, le service d'aide sociale à l'enfance n'est que le payeur de la mesure.

Les actions éducatives (AED ou AEMO) :

- L'Action éducative à domicile (AED) est une décision administrative prise par le président du Conseil général à la demande ou en accord avec les parents. Les actions éducatives à domicile sont exercées en milieu familial. Au regard des missions confiées à l'ASE définies à l'article L 221-1 CFAS*, les AED ont pour but d'apporter un soutien éducatif, psychologique aux mineurs, à leur famille, ainsi qu'aux mineurs émancipés et aux jeunes majeurs âgés de moins de vingt et un an. L'action éducative auprès des familles est alors exercée par des travailleurs sociaux (éducateurs spécialisés, psychologues) appartenant aux services départementaux de l'ASE, ou à un service habilité ASE (secteur associatif). Ils ont pour mission d'aider les parents dans l'exercice de leur autorité parentale (ex. soutien dans la gestion des rapports conflictuels avec leurs enfants, conseils dans la gestion du budget familial, liens avec les institutions, notamment l'école) ;
- l'Action éducative en milieu ouvert (AEMO), exercée en vertu d'un mandat judiciaire (décision du juge des enfants dans le cadre de l'assistance éducative des articles 375 du Code civil) poursuit le même but que l'AED, mais, à la différence de celle-ci, elle présente un caractère contraignant vis-à-vis de la famille.

*CFAS : Code de la famille et de l'action sociale.

Encadré 6 : L'aide sociale des départements en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion)

La population des DOM, en 2003 comme les années antérieures, reste proportionnellement plus aidée en matière d'aide sociale que celle de la métropole. Ainsi on recense en 2003, sur 10 000 habitants¹, 259 personnes aidées dans les DOM contre 240 en métropole.

29 370 personnes sont prises en charge au titre de l'aide sociale aux personnes âgées dans les DOM au 31 décembre 2003, – soit 65 % des bénéficiaires d'une aide –, 5 725 personnes le sont au titre de l'aide sociale aux personnes handicapées – soit 13 % des bénéficiaires d'une aide – et 10 650 enfants et adolescents relèvent de l'aide sociale à l'enfance – soit 22 % des bénéficiaires d'une aide. Cette structure diffère peu de la métropole pour laquelle 67 % des aides sont ciblées en direction des personnes âgées, 15 % en direction des personnes handicapées et 18 % en faveur des enfants et adolescents.

La politique sociale des DOM reste néanmoins plus axée en faveur des personnes âgées que celle de la métropole (1 406 personnes aidées dans les DOM pour 10 000 habitants² contre 773 en métropole en 2003) et sensiblement comparable en ce qui concerne l'aide en faveur des personnes handicapées (62 adultes handicapés aidés dans les DOM pour 10 000 habitants³ contre 67 en métropole) et l'aide sociale à l'enfance (163 enfants et adolescents bénéficient d'une aide dans les DOM pour 10 000 habitants⁴ contre 175 en métropole).

Tableau 9 : Bénéficiaires de l'aide sociale – Départements d'outre-mer

	1999	2000	2001	2002	2003
AIDE AUX PERSONNES ÂGÉES	16 709	18 740	19 739	23 852	29 374
Aides à domicile	9 176	12 348	14 673	11 351	4 397
Aides ménagères	4 161	5 095	5 517	4 350	4 215
PSD à domicile	5 015	7 253	9 156	7 001	182
Aides à l'hébergement	3 303	3 284	3 298	3 736	2 454
Accueil en établissement ASH	2 835	2 771	2 904	2 763	2 084
Accueil chez des particuliers	468	494	337	224	370
PSD en établissement	0	19	57	749	0
Allocation personnalisée d'autonomie				7 501	21 799
ACTP des 60 ans ou plus	4 230	3 108	1 768	1 264	724
AIDE AUX PERSONNES HANDICAPÉES	4 855	5 253	5 377	5 566	5 726
Aides à domicile	172	181	159	158	203
Aides ménagères et auxiliaires de vie	172	181	159	158	203
Aides à l'hébergement	1 421	1 357	1 306	1 203	1 213
Accueil en établissement	1 145	1 130	1 064	1 016	857
Accueil chez des particuliers	73	77	91	25	59
Accueil de jour	203	150	151	162	297
ACTP des moins de 60 ans	3 262	3 715	3 912	4 205	4 310
AIDE SOCIALE A L'ENFANCE	11 142	11 472	11 830	10 649	9 499
Enfants confiés à l'ASE	5 237	5 163	5 403	4 212	3 793
Placements directs par le juge	1 388	1 152	1 192	1 148	1 151
Actions éducatives (AED et AEMO)	4 517	5 157	5 235	5 289	4 555

Cet état de fait se traduit au niveau des aides aux personnes âgées par des différences très significatives entre les DOM et la métropole :

- on compte 1,5 fois plus de bénéficiaires de l'APA dans les DOM (1 043 personnes contre 621 en métropole pour 10 000 habitants²) ;
- près de 7 fois plus de personnes âgées sont aidées à domicile dans les DOM par le biais d'une aide ménagère (202 contre 30 en métropole pour 10 000 habitants²) ;
- 2 fois plus de personnes âgées bénéficient de l'ACTP dans les DOM (35 personnes contre 17 en métropole pour 10 000 habitants²).

Par ailleurs on constate que une baisse de l'ACTP et de la PSD pour les personnes de 60 ans ou plus beaucoup plus accentuée en 2003 dans les DOM qu'en métropole : 98 % contre 74 % en métropole pour la PSD et 43 % contre 4 % en métropole pour l'ACTP. Rappelons que la métropole avait enregistré son plus fort taux de baisse concernant les bénéficiaires de l'ACTP et de la PSD un an plus tôt c'est-à-dire en 2002.

En revanche les prestations sociales en faveur des personnes handicapées sont de nature plus comparable entre les DOM et la métropole même si l'on peut noter quelques particularités :

- les bénéficiaires d'une aide à l'hébergement – hors ACTP – sont proportionnellement plus nombreux en métropole (30 contre 13 pour 10 000 habitants³ dans les DOM) ;
- en revanche les bénéficiaires de l'ACTP sont proportionnellement plus nombreux dans les DOM (47 contre 32 pour 10 000 habitants³ en métropole).

Enfin les données de l'ASE dans les DOM sont légèrement inférieures à celles de la métropole. On compte :

- 81 enfants pour 10 000 habitants⁴ accueillis à l'ASE dans les DOM contre 90 en métropole ;
- 75 mesures éducatives pour 10 000 habitants⁴ contre 85 en métropole.

1 : Estimations INSEE 2003 en France métropolitaine et au 1^{er} janvier 2002 pour les DOM.

2 : personnes âgées de 60 ans ou plus.

3 : adultes de 20 ans ou plus.

4 : enfants et adolescents de 0 à 19 ans

Des dispositifs départementaux d'aide sociale facultative pour favoriser l'accès aux soins de personnes non admises à la couverture maladie universelle

La loi du 27 juillet 1999 portant création d'une Couverture maladie universelle (CMU) a substitué celle-ci à l'Aide médicale gratuite (AMG), auparavant gérée par les conseils généraux dans le cadre de l'aide sociale. Pour autant, certains départements ont, dès l'année 2000, mis en place des dispositifs facultatifs pour limiter les effets de seuil ou pour maintenir leur niveau de prise en charge tel qu'il existait avant la mise en place de la CMU.

En 2003, 28 départements sur les 69 ayant répondu à l'enquête (soit 40 %) ont indiqué avoir mis en place une aide en faveur des personnes ne bénéficiant pas de la CMU. Ce taux est sensiblement équivalent à celui enregistré depuis la mise en place de cette réforme puisque 37 % des départements avaient indiqué avoir engagé une action en 2002 et 39 % en 2001.

Cette aide est destinée, comme les années passées, à financer tout ou partie d'une couverture complémentaire mutualiste ou dans une moindre mesure pour prendre en charge des dépenses ponctuelles de soins ou des frais médicaux de type prothèses ou soins dentaires. Ainsi 19 départements financent exclusivement une mutuelle (68 %), 8 départements prennent en charge à la fois une mutuelle et des dépenses ponctuelles de soins (28 %), enfin un département rembourse exclusivement des dépenses de soins ou de frais médicaux.

Les actions des départements se sont recentrées en 2003, comme les années passées, autour de quatre publics prioritaires :

- les personnes âgées et les personnes handicapées hébergées au titre de l'aide sociale en établissement (cité par 17 départements dont 6 fois exclusivement pour des personnes âgées). Ces aides sont dispensées sous forme d'une déduction sur la contribution personnelle que les bénéficiaires de l'aide à l'hébergement versent aux départements ;
- toute personne rejetée de la CMU ou personnes isolées, Rmistes... dont le niveau de ressources est inférieur à un barème de ressources fixé par les conseils généraux (cité par 9 départements) qui dans de nombreux cas est fixé au montant de la CMU +10 % ou au montant du RMI +50 % ;
- des anciens bénéficiaires de l'aide médicale (cité par 2 départements) ;
- de jeunes désirant garder l'anonymat ou de mineurs pris en charge au titre de l'ASE (cité par 2 départements).

À signaler que 12 départements – comme l'année dernière – déclarent avoir négocié en 2003 des tarifs préférentiels avec les mutuelles pour des cotisations (sur la base d'un forfait ou d'un barème de référence, avec absence de délai de stage) ou des remboursements de frais médicaux tels que définis dans le panier de soins de la CMU complémentaire.

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Liste des encadrés :

Encadré 1 : Les bénéficiaires de l'aide sociale	6
Encadré 2 : Sécurité sociale, aide sociale et action sociale	6
Encadré 3 : Eclairage sur deux modalités particulières de l'APA.....	11
Encadré 4 : L'application des conditions de ressources aux bénéficiaires de l'APA en établissement et à domicile	18
Encadré 5 : Les mesures de placement et les actions éducatives de l'aide sociale à l'enfance	33
Encadré 6 : L'aide sociale des départements en outre-mer (Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion).....	34

Liste des graphiques :

Graphique 1 : Évolution du nombre de bénéficiaires depuis 1999 - France métropolitaine	7
Graphique 2 : Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale au 31.12.03 - France métropolitaine	8
Graphique 3 : Répartition des aides sociales aux personnes âgées à domicile et en établissement au 31.12.03 – France métropolitaine.....	9
Graphique 4 : Bénéficiaires de l'allocation différentielle en 2003 – France métropolitaine.....	11
Graphiques 5 : Recours déposés par des personnes âgées bénéficiaires de l'APA à domicile et en établissement en 2003 – France métropolitaine.....	12
Graphique 6 : Bénéficiaires de l'APA en établissement par GIR au 31.12.2003 – France métropolitaine.....	13
Graphique 7 : Évolution du nombre de personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine.....	14
Graphique 8 : Bénéficiaires de l'APA à domicile par GIR au 31.12.2003 – France métropolitaine	15
Graphiques 9 : Bénéficiaires de l'APA en établissement et à domicile par revenus et par GIR au 31.12.2003 – France métropolitaine	19
Graphiques 10 : Répartition par sexe des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale au 31.12.2003 - France métropolitaine.....	21
Graphiques 11 : Répartition par âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide sociale à domicile au 31.12.2003 - France métropolitaine	22
Graphiques 12 : Âge des personnes âgées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement au 31.12.2003 – France métropolitaine.....	23
Graphique 13 : Répartition des aides sociales aux personnes handicapées à domicile ou en établissement au 31.12.2003 - France métropolitaine	24
Graphique 14 : Évolution du nombre de personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à l'hébergement selon les types d'hébergement – France métropolitaine.....	26
Graphique 15 : Répartition per sexe des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une ACTP ou d'une aide à l'hébergement au 31.12.2003 – France métropolitaine.....	27
Graphiques 16 : Répartition par âge des personnes handicapées bénéficiaires d'une aide à domicile, d'une aide à l'hébergement et de l'ACTP au 31.12.2003 – France métropolitaine.....	28
Graphique 17 : Répartition des actions éducatives et des placements rapportés au nombre total de bénéficiaires de l'ASE.....	29
Graphique 18 – Répartition des enfants confiés à l'Aide sociale à l'enfance par mode d'hébergement.....	32

Liste des tableaux :

Tableau 1 : Bénéficiaires de l'aide sociale – France métropolitaine	8
Tableau 2 : Bénéficiaires d'une prise en charge au titre de la dépendance	10
Tableau 3 : Conditions de ressources des bénéficiaires de l'APA	18
Tableau 4 : Les enfants accueillis à l'ASE.....	30
Tableau 5 : Mesures administratives et judiciaires.....	31
Tableau 6 : Modes d'hébergement des enfants confiés à l'ASE	31
Tableau 7 : Répartition par âge des enfants confiés à l'ASE	32
Tableau 8 : Évolution du nombre de bénéficiaires d'une action éducative.....	33
Tableau 9 : Bénéficiaires de l'aide sociale – Départements d'outre-mer.....	34

Pour en savoir plus

Claire BAUDIER-LORIN, Benoît CHASTENET, « Les bénéficiaires de l'aide sociale départementale en 2003 », *Études et Résultats*, n° 332, août 2004, Drees.

Jocelyne MAUGUIN, « Dépenses d'aide sociale des départements en 2002 », Document de travail, collection statistiques, n° 67, juillet 2004, Drees.

Benoît CHASTENET, « L'accueil collectif et en crèches familiales des enfants de moins de 6 ans en 2002 », Document de travail, collection statistiques, n° 66, juillet 2004, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, « L'aide sociale extralégale ou facultative des départements », *Études et Résultats*, n° 317, juin 2004, Drees.

Roselyne KERJOSSE, « L'Allocation personnalisée d'autonomie au 31 décembre 2003 », *Études et Résultats*, n° 298, mars 2004, Drees.

Corinne METTE, « Allocation personnalisée d'autonomie à domicile : une analyse des plans d'aide », *Études et Résultats*, n° 293, février 2004, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, Benoît CHASTENET, « Les bénéficiaires de l'aide sociale des départements et de l'État en 2002 », Document de travail, n° 61, janvier 2004, Drees.

Corinne METTE, « Les opinions des Français sur la dépendance des personnes âgées de 2000 à 2002 », *Études et Résultats*, n° 274, novembre 2003, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, Christine BONNARDEL, « Les disparités départementales en matière d'aide sociale », *Études et Résultats*, n° 269, octobre 2003, Drees.

Benoît CHASTENET, « Le personnel technique des services sanitaires et sociaux et services conventionnés des conseils généraux, et des DDASS de 1996 à 2001 », Document de travail, collection statistiques, n° 58, octobre 2003, Drees.

Martine BELLANGER et Blanche LE BIHAN-YOUIYOU, « La mise en œuvre de l'Allocation personnalisée d'autonomie dans six départements », *Études et Résultats*, n° 264, octobre 2003, Drees.

Annie MESRINE, « Les places dans les établissements pour personnes âgées », *Études et Résultats*, n° 263, octobre 2003, Drees.

Roselyne KERJOSSE, Amandine WEBER, « Aides techniques et aménagements du logement : usages et besoins des personnes âgées vivant à domicile », *Études et Résultats*, n° 262, septembre 2003, Drees.

Claire BAUDIER-LORIN, « La mise en œuvre de l'Allocation personnalisée d'autonomie par les départements au premier semestre 2002 », *Études et Résultats*, n° 227, mars 2003, Drees.

Olivier BONTOUT, Christel COLIN et Roselyne KERJOSSE, « Personnes âgées dépendantes et aidants potentiels : une projection à l'horizon 2040 », *Études et Résultats*, n° 160, février 2002, Drees.

Marie RUAULT, « Aide sociale à l'enfance : quelle organisation dans les départements ? », *Études et Résultats*, n° 144, novembre 2001, Drees.

ANNEXES

Tableaux par département tenant compte des non réponses et totaux estimés

AIDE SOCIALE DES DÉPARTEMENTS

Aide sociale aux personnes âgées

Aide sociale aux personnes handicapées

Aide sociale à l'enfance

AIDE SOCIALE
DES DÉPARTEMENTS

AIDE SOCIALE

AUX PERSONNES ÂGÉES

- Tableau 1 - Les principales aides : ACTP des personnes de 60 ans ou plus, APA, PSD, aides ménagères, ASH en établissement.
- Tableau 2 - APA : APA à domicile, APA en établissement.
- Tableau 3 - La PSD : PSD à domicile, PSD en établissement.
- Tableau 4 - Les aides à domicile : APA à domicile, PSD à domicile, ACTP des 60 ans ou plus à domicile, aides ménagères.
- Tableau 5 - Les aides en faveur des personnes placées : APA en établissement, PSD en établissement, ASH en établissement, ACTP des personnes de 60 ans ou plus en établissement.
- Tableau 6 - Les différentes structures d'hébergement des personnes placées : logement foyer, maison de retraite ou hospice, unité de soins de longue durée.

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	A.C.T.P. +60 ans (1)	A.P.A. (2)	P.S.D.	Aides ménagères	A.S.H. en établissement	Total
1 Ain	44	5 581	0	400	269	6 294
2 Aisne	ND	8 331	13	285	917	ND
3 Allier	148	6 741	42	243	1 034	8 208
4 Alpes de Haute Provence	56	2 320	64	128	311	2 879
5 Hautes-alpes	24	2 118	27	105	155	2 429
6 Alpes Maritimes	835	15 207	13	726	4 591	21 372
7 Ardèche	ND	6 518	2	105	831	ND
8 Ardennes	159	3 937	65	76	410	4 647
9 Ariège	ND	4 289	47	ND	416	ND
10 Aube	98	4 103	0	112	768	5 081
11 Aude	302	6 146	0	1 012	751	8 211
12 Aveyron	122	7 574	0	459	730	8 885
13 Bouches du Rhône	ND	22 774	0	2 080	3 205	ND
14 Calvados	63	9 857	138	561	1 608	12 227
15 Cantal	65	3 679	57	71	375	4 247
16 Charente	ND	7 012	364	597	878	ND
17 Charente Maritimes	160	9 357	0	368	1 048	10 933
18 Cher	216	5 488	0	84	468	6 256
19 Corrèze	82	5 157	0	ND	ND	ND
2a Corse du Sud	705	2 764	45	95	282	3 891
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	132	7 040	0	84	868	8 124
22 Côtes d'Armor	77	11 445	ND	697	991	ND
23 Creuse	ND	4 118	242	85	370	ND
24 Dordogne	199	9 464	197	225	1 090	11 175
25 Doubs	68	5 138	28	144	673	6 051
26 Drome	134	6 064	203	225	807	7 433
27 Eure	118	5 764	0	611	825	7 318
28 Eure et loir	101	4 739	0	49	618	5 507
29 Finistère	324	14 419	121	1 519	9 095	25 478
30 Gard	ND	10 894	20	839	1 504	ND
31 Haute Garonne	254	14 940	444	232	1 073	16 943
32 Gers	77	4 598	3	403	486	5 567
33 Gironde	322	18 905	3	1 299	1 916	22 445
34 Hérault	ND	16 971	47	226	1 501	ND
35 Ille et Vilaine	289	11 446	2	612	1 687	14 036
36 Indre	88	5 268	79	66	446	5 947
37 Indre et Loire	ND	7 812	37	245	951	ND
38 Isère	ND	11 000	0	ND	1 345	ND
39 Jura	80	3 721	0	59	582	4 442
40 Landes	112	5 653	0	498	1 062	7 325
41 Loir et Cher	ND	4 765	63	223	591	ND
42 Loire	245	12 266	0	322	1 373	14 206
43 Haute Loire	ND	4 635	ND	ND	ND	ND
44 Loire Atlantique	188	12 860	24	505	2 115	15 692
45 Loiret	NR	NR	NR	NR	NR	NR
46 Lot	ND	4 220	14	214	455	ND
47 Lot et Garonne	140	5 910	14	393	743	7 200
48 Lozère	ND	1 738	0	83	333	ND
49 Maine et Loire	ND	8 461	4	295	1 727	ND
50 Manche	213	8 544	2	340	1 480	10 579
51 Marne	166	6 082	105	131	864	7 348
52 Haute Marne	156	2 581	102	55	400	3 294

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	A.C.T.P. +60 ans (1)	A.P.A. (2)	P.S.D.	Aides ménagères	A.S.H. en établissement	Total
53 Mayenne	448	5 125	0	175	920	6 668
54 Meurthe et Moselle	222	9 865	59	233	828	11 207
55 Meuse	22	2 569	0	84	356	3 031
56 Morbihan	236	10 895	21	1 322	1 178	13 652
57 Moselle	468	9 383	56	528	1 292	11 727
58 Nièvre	117	4 591	2	118	738	5 566
59 Nord	ND	25 959	3 211	333	5 514	ND
60 Oise	185	6 627	0	236	ND	ND
61 Orne	131	5 677	0	144	849	6 801
62 Pas de Calais	ND	22 045	283	526	3 225	ND
63 Puy de Dôme	152	8 873	51	254	1 149	10 479
64 Pyrénées Atlantiques	254	8 483	638	460	1 717	11 552
65 Hautes Pyrénées	124	4 605	50	409	857	6 045
66 Pyrénées Orientales	299	5 440	0	855	619	7 213
67 Bas Rhin	441	12 520	333	440	1 506	15 240
68 Haut Rhin	258	7 477	17	181	1 279	9 212
69 Rhône	840	13 134	96	444	2 631	17 145
70 Haute Saône	64	3 630	0	82	378	4 154
71 Saône et Loire	112	9 331	37	169	1 150	10 799
72 Sarthe	131	6 522	53	272	800	7 778
73 Savoie	69	4 861	0	103	475	5 508
74 Haute Savoie	100	5 742	0	281	774	6 897
75 Paris	726	18 642	50	1 655	6 184	27 257
76 Seine Maritime	406	17 268	198	662	2 163	20 697
77 Seine et Marne	283	5 811	200	507	1 917	8 718
78 Yvelines	ND	6 834	ND	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	152	6 917	ND	803	716	ND
80 Somme	216	8 740	0	236	1 437	10 629
81 Tarn	ND	8 328	0	455	667	ND
82 Tarn et Garonne	100	4 979	0	119	486	5 684
83 Var	355	10 099	583	439	1 439	12 915
84 Vaucluse	143	7 128	10	342	904	8 527
85 Vendée	136	8 246	44	322	1 175	9 923
86 Vienne	55	6 323	39	270	555	7 242
87 Haute Vienne	177	7 092	50	173	740	8 232
88 Vosges	201	4 972	1	99	722	5 995
89 Yonne	229	5 125	0	151	747	6 252
90 Territoire de Belfort	29	2 162	0	42	165	2 398
91 Essonne	643	5 216	ND	256	1 178	ND
92 Hauts de Seine	ND	10 435	95	679	2 351	ND
93 Seine Saint Denis	465	11 734	0	382	2 414	14 995
94 Val de Marne	602	8 676	72	639	1 660	11 649
95 Val d'Oise	203	7 009	3	362	1 401	8 978
971 Guadeloupe	112	10 228	0	ND	152	ND
972 Martinique	ND	4 287	0	1 363	1 016	ND
973 Guyane	81	171	70	348	156	826
974 Réunion	440	7 113	112	2 388	760	10 813
TOTAL estimé France hors DOM	20 644	764 701	9 589	36 544	119 153	950 631
Estimation DOM	724	21 799	182	4 215	2 084	29 004
TOTAL estimé France entière	21 368	786 500	9 771	40 759	121 237	979 635

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(1) En "droits ouverts".

(2) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Allocation personnalisée d'autonomie (1)		
	à domicile	en établissement	total
1 Ain	2 495	3 086	5 581
2 Aisne	4 582	3 749	8 331
3 Allier	2 940	3 801	6 741
4 Alpes de Haute Provence	1 433	887	2 320
5 Hautes-alpes	1 288	830	2 118
6 Alpes Maritimes	7 570	7 637	15 207
7 Ardèche	2 952	3 566	6 518
8 Ardennes	2 276	1 661	3 937
9 Ariège	2 995	1 294	4 289
10 Aube	1 939	2 164	4 103
11 Aude	3 962	2 184	6 146
12 Aveyron	4 200	3 374	7 574
13 Bouches du Rhône	15 495	7 279	22 774
14 Calvados	6 053	3 804	9 857
15 Cantal	2 074	1 605	3 679
16 Charente	3 913	3 099	7 012
17 Charente Maritimes	5 840	3 517	9 357
18 Cher	2 704	2 784	5 488
19 Corrèze	2 810	2 347	5 157
2a Corse du Sud	2 342	422	2 764
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	3 193	3 847	7 040
22 Côtes d'Armor	4 812	6 633	11 445
23 Creuse	2 450	1 668	4 118
24 Dordogne	5 721	3 743	9 464
25 Doubs	2 849	2 289	5 138
26 Drome	2 701	3 363	6 064
27 Eure	3 264	2 500	5 764
28 Eure et loir	1 601	3 138	4 739
29 Finistère	7 794	6 625	14 419
30 Gard	7 162	3 732	10 894
31 Haute Garonne	9 958	4 982	14 940
32 Gers	3 017	1 581	4 598
33 Gironde	10 179	8 726	18 905
34 Hérault	10 371	6 600	16 971
35 Ille et Vilaine	4 179	7 267	11 446
36 Indre	2 609	2 659	5 268
37 Indre et Loire	4 024	3 788	7 812
38 Isère	5 855	5 145	11 000
39 Jura	2 006	1 715	3 721
40 Landes	3 196	2 457	5 653
41 Loir et Cher	2 220	2 545	4 765
42 Loire	5 205	7 061	12 266
43 Haute Loire	2 514	2 121	4 635
44 Loire Atlantique	4 608	8 252	12 860
45 Loiret	NR	NR	NR
46 Lot	2 828	1 392	4 220
47 Lot et Garonne	3 780	2 130	5 910
48 Lozère	927	811	1 738
49 Maine et Loire	3 550	4 911	8 461
50 Manche	4 612	3 932	8 544
51 Marne	3 126	2 956	6 082
52 Haute Marne	1 434	1 147	2 581

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Allocation personnalisée d'autonomie (1)		
	à domicile	en établissement	total
53 Mayenne	1 935	3 190	5 125
54 Meurthe et Moselle	5 736	4 129	9 865
55 Meuse	1 416	1 153	2 569
56 Morbihan	5 025	5 870	10 895
57 Moselle	5 350	4 033	9 383
58 Nièvre	2 617	1 974	4 591
59 Nord	17 209	8 750	25 959
60 Oise	2 691	3 936	6 627
61 Orne	2 623	3 054	5 677
62 Pas de Calais	16 316	5 729	22 045
63 Puy de Dôme	4 953	3 920	8 873
64 Pyrénées Atlantiques	5 384	3 099	8 483
65 Hautes Pyrénées	2 816	1 789	4 605
66 Pyrénées Orientales	3 027	2 413	5 440
67 Bas Rhin	5 888	6 632	12 520
68 Haut Rhin	2 609	4 868	7 477
69 Rhône	6 199	6 935	13 134
70 Haute Saône	2 277	1 353	3 630
71 Saône et Loire	4 836	4 495	9 331
72 Sarthe	3 041	3 481	6 522
73 Savoie	2 631	2 230	4 861
74 Haute Savoie	2 746	2 996	5 742
75 Paris	8 179	10 463	18 642
76 Seine Maritime	10 665	6 603	17 268
77 Seine et Marne	2 607	3 204	5 811
78 Yvelines	2 875	3 959	6 834
79 Deux Sèvres	3 681	3 236	6 917
80 Somme	5 619	3 121	8 740
81 Tarn	5 483	2 845	8 328
82 Tarn et Garonne	3 627	1 352	4 979
83 Var	6 070	4 029	10 099
84 Vaucluse	4 226	2 902	7 128
85 VeND ée	3 185	5 061	8 246
86 Vienne	3 546	2 777	6 323
87 Haute Vienne	4 103	2 989	7 092
88 Vosges	2 358	2 614	4 972
89 Yonne	1 947	3 178	5 125
90 Territoire de Belfort	1 229	933	2 162
91 Essonne	2 602	2 614	5 216
92 Hauts de Seine	3 735	6 700	10 435
93 Seine Saint Denis	7 564	4 170	11 734
94 Val de Marne	3 664	5 012	8 676
95 Val d'Oise	3 625	3 384	7 009
971 Guadeloupe	9 709	519	10 228
972 Martinique	3 391	896	4 287
973 Guyane	171	0	171
974 Réunion	6 409	704	7 113
TOTAL estimé France hors DOM	414 489	350 212	764 701
Estimation DOM	19 680	2 119	21 799
TOTAL estimé France entière	434 169	352 331	786 500

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Prestation spécifique dépendance		
	à domicile	en établissement	total
1 Ain	0	0	0
2 Aisne	12	1	13
3 Allier	42	0	42
4 Alpes de Haute Provence	38	26	64
5 Hautes-alpes	25	2	27
6 Alpes Maritimes	3	10	13
7 Ardèche	0	2	2
8 Ardennes	57	8	65
9 Ariège	47	0	47
10 Aube	0	0	0
11 Aude	0	0	0
12 Aveyron	0	0	0
13 Bouches du Rhône	0	0	0
14 Calvados	55	83	138
15 Cantal	30	27	57
16 Charente	364	0	364
17 Charente Maritimes	0	0	0
18 Cher	0	0	0
19 Corrèze	0	0	0
2a Corse du Sud	45	0	45
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	0	0	0
22 Côtes d'Armor	ND	ND	ND
23 Creuse	0	242	242
24 Dordogne	43	154	197
25 Doubs	24	4	28
26 Drome	56	147	203
27 Eure	0	0	0
28 Eure et loir	0	0	0
29 Finistère	70	51	121
30 Gard	20	0	20
31 Haute Garonne	243	201	444
32 Gers	3	0	3
33 Gironde	1	2	3
34 Hérault	43	4	47
35 Ille et Vilaine	1	1	2
36 Indre	76	3	79
37 Indre et Loire	37	0	37
38 Isère	0	0	0
39 Jura	0	0	0
40 Landes	0	0	0
41 Loir et Cher	53	10	63
42 Loire	0	0	0
43 Haute Loire	ND	ND	ND
44 Loire Atlantique	5	19	24
45 Loiret	NR	NR	NR
46 Lot	14	0	14
47 Lot et Garonne	12	2	14
48 Lozère	0	0	0
49 Maine et Loire	0	4	4
50 Manche	0	2	2
51 Marne	68	37	105
52 Haute Marne	31	71	102

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Prestation spécifique dépendance		
	à domicile	en établissement	total
53 Mayenne	0	0	0
54 Meurthe et Moselle	47	12	59
55 Meuse	0	0	0
56 Morbihan	21	0	21
57 Moselle	24	32	56
58 Nièvre	2	0	2
59 Nord	2 100	1 111	3 211
60 Oise	0	0	0
61 Orne	0	0	0
62 Pas de Calais	226	57	283
63 Puy de Dôme	34	17	51
64 Pyrénées Atlantiques	622	16	638
65 Hautes Pyrénées	49	1	50
66 Pyrénées Orientales	0	0	0
67 Bas Rhin	316	17	333
68 Haut Rhin	17	0	17
69 Rhône	70	26	96
70 Haute Saône	0	0	0
71 Saône et Loire	24	13	37
72 Sarthe	53	0	53
73 Savoie	0	0	0
74 Haute Savoie	0	0	0
75 Paris	50	0	50
76 Seine Maritime	198	0	198
77 Seine et Marne	107	93	200
78 Yvelines	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	ND	397	ND
80 Somme	0	0	0
81 Tarn	0	0	0
82 Tarn et Garonne	0	0	0
83 Var	283	300	583
84 Vaucluse	2	8	10
85 VeND ée	27	17	44
86 Vienne	39	0	39
87 Haute Vienne	44	6	50
88 Vosges	1	0	1
89 Yonne	0	0	0
90 Territoire de Belfort	0	0	0
91 Essonne	0	ND	ND
92 Hauts de Seine	89	6	95
93 Seine Saint Denis	0	0	0
94 Val de Marne	55	17	72
95 Val d'Oise	1	2	3
971 Guadeloupe	0	0	0
972 Martinique	0	0	0
973 Guyane	70	0	70
974 Réunion	112	0	112
TOTAL estimé France hors DOM	6 194	3 395	9 589
Estimation DOM	182	0	182
TOTAL estimé France entière	6 376	3 395	9 771

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements		A.P.A. à domicile (1)	P.S.D. à domicile	ACTP + 60 ans à domicile (2)	Aides ménagères
1	Ain	2 495	0	41	400
2	Aisne	4 582	12	ND	285
3	Allier	2 940	42	132	243
4	Alpes de Haute Provence	1 433	38	55	128
5	Hautes-alpes	1 288	25	24	105
6	Alpes Maritimes	7 570	3	ND	726
7	Ardèche	2 952	0	ND	105
8	Ardennes	2 276	57	152	76
9	Ariège	2 995	47	ND	ND
10	Aube	1 939	0	ND	112
11	Aude	3 962	0	ND	1 012
12	Aveyron	4 200	0	104	459
13	Bouches du Rhône	15 495	0	ND	2 080
14	Calvados	6 053	55	ND	561
15	Cantal	2 074	30	59	71
16	Charente	3 913	364	ND	597
17	Charente Maritimes	5 840	0	ND	368
18	Cher	2 704	0	ND	84
19	Corrèze	2 810	0	ND	ND
2a	Corse du Sud	2 342	45	705	95
2b	Haute Corse	NR	NR	NR	NR
21	Côte d'Or	3 193	0	123	84
22	Côtes d'Armor	4 812	ND	ND	697
23	Creuse	2 450	0	ND	85
24	Dordogne	5 721	43	192	225
25	Doubs	2 849	24	61	144
26	Drome	2 701	56	109	225
27	Eure	3 264	0	108	611
28	Eure et loir	1 601	0	78	49
29	Finistère	7 794	70	287	1 519
30	Gard	7 162	20	ND	839
31	Haute Garonne	9 958	243	ND	232
32	Gers	3 017	3	75	403
33	Gironde	10 179	1	302	1 299
34	Hérault	10 371	43	ND	226
35	Ille et Vilaine	4 179	1	250	612
36	Indre	2 609	76	88	66
37	Indre et Loire	4 024	37	ND	245
38	Isère	5 855	0	ND	ND
39	Jura	2 006	0	71	59
40	Landes	3 196	0	ND	498
41	Loir et Cher	2 220	53	ND	223
42	Loire	5 205	0	211	322
43	Haute Loire	2 514	ND	ND	ND
44	Loire Atlantique	4 608	5	151	505
45	Loiret	NR	NR	NR	NR
46	Lot	2 828	14	ND	214
47	Lot et Garonne	3 780	12	127	393
48	Lozère	927	0	ND	83
49	Maine et Loire	3 550	0	ND	295
50	Manche	4 612	0	ND	340
51	Marne	3 126	68	157	131
52	Haute Marne	1 434	31	145	55

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	A.P.A. à domicile (1)	P.S.D. à domicile	ACTP + 60 ans à domicile (2)	Aides ménagères
53 Mayenne	1 935	0	330	175
54 Meurthe et Moselle	5 736	47	ND	233
55 Meuse	1 416	0	21	84
56 Morbihan	5 025	21	212	1 322
57 Moselle	5 350	24	458	528
58 Nièvre	2 617	2	117	118
59 Nord	17 209	2 100	ND	333
60 Oise	2 691	0	156	236
61 Orne	2 623	0	117	144
62 Pas de Calais	16 316	226	ND	526
63 Puy de Dôme	4 953	34	138	254
64 Pyrénées Atlantiques	5 384	622	ND	460
65 Hautes Pyrénées	2 816	49	ND	409
66 Pyrénées Orientales	3 027	0	288	855
67 Bas Rhin	5 888	316	386	440
68 Haut Rhin	2 609	17	ND	181
69 Rhône	6 199	70	784	444
70 Haute Saône	2 277	0	ND	82
71 Saône et Loire	4 836	24	106	169
72 Sarthe	3 041	53	124	272
73 Savoie	2 631	0	60	103
74 Haute Savoie	2 746	0	100	281
75 Paris	8 179	50	630	1 655
76 Seine Maritime	10 665	198	359	662
77 Seine et Marne	2 607	107	283	507
78 Yvelines	2 875	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	3 681	ND	135	803
80 Somme	5 619	0	211	236
81 Tarn	5 483	0	ND	455
82 Tarn et Garonne	3 627	0	100	119
83 Var	6 070	283	331	439
84 Vaucluse	4 226	2	ND	342
85 VeND ée	3 185	27	38	322
86 Vienne	3 546	39	53	270
87 Haute Vienne	4 103	44	169	173
88 Vosges	2 358	1	170	99
89 Yonne	1 947	0	180	151
90 Territoire de Belfort	1 229	0	26	42
91 Essonne	2 602	0	ND	256
92 Hauts de Seine	3 735	89	ND	679
93 Seine Saint Denis	7 564	0	413	382
94 Val de Marne	3 664	55	525	639
95 Val d'Oise	3 625	1	170	362
971 Guadeloupe	9 709	0	112	ND
972 Martinique	3 391	0	ND	1 363
973 Guyane	171	70	81	348
974 Réunion	6 409	112	425	2 388
TOTAL estimé France hors DOM	414 489	6 194	18 553	36 544
Estimation DOM	19 680	182	700	4 215
TOTAL estimé France entière	434 169	6 376	19 253	40 759

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES

(2) En "droits ouverts".

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements		A.P.A. en établissement (1)	P.S.D. en établissement	A.S.H. en établissement	ACTP + 60 ans en établissement (2)
1	Ain	3 086	0	269	3
2	Aisne	3 749	1	917	ND
3	Allier	3 801	0	1 034	16
4	Alpes de Haute Provence	887	26	311	1
5	Hautes-alpes	830	2	155	0
6	Alpes Maritimes	7 637	10	4 591	ND
7	Ardeche	3 566	2	831	ND
8	Ardennes	1 661	8	410	7
9	Ariège	1 294	0	416	ND
10	Aube	2 164	0	768	ND
11	Aude	2 184	0	751	ND
12	Aveyron	3 374	0	730	18
13	Bouches du Rhône	7 279	0	3 205	ND
14	Calvados	3 804	83	1 608	ND
15	Cantal	1 605	27	375	6
16	Charente	3 099	0	878	ND
17	Charente Maritimes	3 517	0	1 048	ND
18	Cher	2 784	0	468	ND
19	Corrèze	2 347	0	ND	ND
2a	Corse du Sud	422	0	282	0
2b	Haute Corse	NR	NR	NR	NR
21	Côte d'Or	3 847	0	868	9
22	Côtes d'Armor	6 633	ND	991	ND
23	Creuse	1 668	242	370	ND
24	Dordogne	3 743	154	1 090	7
25	Doubs	2 289	4	673	7
26	Drome	3 363	147	807	25
27	Eure	2 500	0	825	10
28	Eure et loir	3 138	0	618	23
29	Finistère	6 625	51	9 095	37
30	Gard	3 732	0	1 504	ND
31	Haute Garonne	4 982	201	1 073	ND
32	Gers	1 581	0	486	2
33	Gironde	8 726	2	1 916	20
34	Hérault	6 600	4	1 501	ND
35	Ille et Vilaine	7 267	1	1 687	39
36	Indre	2 659	3	446	0
37	Indre et Loire	3 788	0	951	ND
38	Isère	5 145	0	1 345	ND
39	Jura	1 715	0	582	9
40	Landes	2 457	0	1 062	ND
41	Loir et Cher	2 545	10	591	ND
42	Loire	7 061	0	1 373	34
43	Haute Loire	2 121	ND	ND	ND
44	Loire Atlantique	8 252	19	2 115	37
45	Loiret	NR	NR	NR	NR
46	Lot	1 392	0	455	ND
47	Lot et Garonne	2 130	2	743	13
48	Lozère	811	0	333	ND
49	Maine et Loire	4 911	4	1 727	ND
50	Manche	3 932	2	1 480	ND
51	Marne	2 956	37	864	9
52	Haute Marne	1 147	71	400	11

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	A.P.A. en établissement (1)	P.S.D. en établissement	A.S.H. en établissement	ACTP + 60 ans établissement (2)
53 Mayenne	3 190	0	920	118
54 Meurthe et Moselle	4 129	12	828	ND
55 Meuse	1 153	0	356	1
56 Morbihan	5 870	0	1 178	24
57 Moselle	4 033	32	1 292	10
58 Nièvre	1 974	0	738	0
59 Nord	8 750	1 111	5 514	ND
60 Oise	3 936	0	ND	29
61 Orne	3 054	0	849	14
62 Pas de Calais	5 729	57	3 225	ND
63 Puy de Dôme	3 920	17	1 149	14
64 Pyrénées Atlantiques	3 099	16	1 717	ND
65 Hautes Pyrénées	1 789	1	857	ND
66 Pyrénées Orientales	2 413	0	619	11
67 Bas Rhin	6 632	17	1 506	55
68 Haut Rhin	4 868	0	1 279	ND
69 Rhône	6 935	26	2 631	56
70 Haute Saône	1 353	0	378	ND
71 Saône et Loire	4 495	13	1 150	6
72 Sarthe	3 481	0	800	7
73 Savoie	2 230	0	475	9
74 Haute Savoie	2 996	0	774	0
75 Paris	10 463	0	6 184	96
76 Seine Maritime	6 603	0	2 163	47
77 Seine et Marne	3 204	93	1 917	0
78 Yvelines	3 959	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	3 236	397	716	17
80 Somme	3 121	0	1 437	5
81 Tarn	2 845	0	667	ND
82 Tarn et Garonne	1 352	0	486	0
83 Var	4 029	300	1 439	24
84 Vaucluse	2 902	8	904	ND
85 VeND ée	5 061	17	1 175	98
86 Vienne	2 777	0	555	2
87 Haute Vienne	2 989	6	740	8
88 Vosges	2 614	0	722	31
89 Yonne	3 178	0	747	49
90 Territoire de Belfort	933	0	165	3
91 Essonne	2 614	ND	1 178	ND
92 Hauts de Seine	6 700	6	2 351	ND
93 Seine Saint Denis	4 170	0	2 414	52
94 Val de Marne	5 012	17	1 660	77
95 Val d'Oise	3 384	2	1 401	33
971 Guadeloupe	519	0	152	0
972 Martinique	896	0	1 016	ND
973 Guyane	0	0	156	0
974 Réunion	704	0	760	15
TOTAL estimé France hors DOM	350 212	3 395	119 153	2 090
Estimation DOM	2 119	0	2 084	24
TOTAL estimé France entière	352 331	3 395	121 237	2 115

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(1) Réponses des départements à partir de l'enquête annuelle ou des enquêtes trimestrielles de la DREES

(2) En "droits ouverts".

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Logement foyer	Maison de retraite ou hospice	Unité de soins de longue durée	Total A.S.H. en établissement
1 Ain	0	251	18	269
2 Aisne	ND	ND	ND	917
3 Allier	0	820	214	1 034
4 Alpes de Haute Provence	5	246	60	311
5 Hautes-alpes	12	101	42	155
6 Alpes Maritimes	ND	2 406	ND	4 591
7 Ardèche	0	563	268	831
8 Ardennes	0	330	80	410
9 Ariège	0	416	0	416
10 Aube	19	636	113	768
11 Aude	23	499	229	751
12 Aveyron	6	482	242	730
13 Bouches du Rhône	0	1 560	1 645	3 205
14 Calvados	ND	ND	ND	1 608
15 Cantal	1	260	114	375
16 Charente	0	692	186	878
17 Charente Maritimes	53	795	200	1 048
18 Cher	0	ND	ND	468
19 Corrèze	ND	ND	ND	ND
2a Corse du Sud	13	125	144	282
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	58	728	82	868
22 Côtes d'Armor	ND	769	222	991
23 Creuse	0	278	92	370
24 Dordogne	0	914	176	1 090
25 Doubs	40	498	135	673
26 Drome	0	542	265	807
27 Eure	1	721	103	825
28 Eure et loir	1	466	151	618
29 Finistère	448	6 836	1 811	9 095
30 Gard	ND	ND	ND	1 504
31 Haute Garonne	50	908	115	1 073
32 Gers	0	397	89	486
33 Gironde	11	1 582	323	1 916
34 Hérault	ND	ND	ND	1 501
35 Ille et Vilaine	0	ND	ND	1 687
36 Indre	5	382	59	446
37 Indre et Loire	0	788	163	951
38 Isère	ND	ND	ND	1 345
39 Jura	18	434	130	582
40 Landes	0	876	186	1 062
41 Loir et Cher	3	438	150	591
42 Loire	41	1 024	308	1 373
43 Haute Loire	ND	ND	ND	ND
44 Loire Atlantique	0	1 751	364	2 115
45 Loiret	NR	NR	NR	NR
46 Lot	48	320	87	455
47 Lot et Garonne	0	664	79	743
48 Lozère	0	318	15	333
49 Maine et Loire	11	ND	ND	1 727
50 Manche	31	1 449	0	1 480
51 Marne	0	666	198	864
52 Haute Marne	6	340	54	400

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes âgées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Logement foyer	Maison de retraite ou hospice	Unité de soins de longue durée	Total A.S.H. en établissement
53 Mayenne	ND	ND	ND	920
54 Meurthe et Moselle	0	654	174	828
55 Meuse	0	318	38	356
56 Morbihan	85	803	290	1 178
57 Moselle	0	1 092	200	1 292
58 Nièvre	0	552	186	738
59 Nord	415	4 597	502	5 514
60 Oise	0	ND	ND	ND
61 Orne	0	ND	ND	849
62 Pas de Calais	102	2 377	746	3 225
63 Puy de Dôme	13	921	215	1 149
64 Pyrénées Atlantiques	93	1 343	281	1 717
65 Hautes Pyrénées	ND	ND	ND	857
66 Pyrénées Orientales	0	490	129	619
67 Bas Rhin	ND	ND	ND	1 506
68 Haut Rhin	0	1 011	268	1 279
69 Rhône	162	1 762	707	2 631
70 Haute Saône	0	287	91	378
71 Saône et Loire	9	919	222	1 150
72 Sarthe	0	621	179	800
73 Savoie	0	383	92	475
74 Haute Savoie	36	589	149	774
75 Paris	593	3 938	1 653	6 184
76 Seine Maritime	15	1 660	488	2 163
77 Seine et Marne	7	849	1 061	1 917
78 Yvelines	ND	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	11	594	111	716
80 Somme	4	1 106	327	1 437
81 Tarn	6	537	124	667
82 Tarn et Garonne	0	466	20	486
83 Var	113	1 108	218	1 439
84 Vaucluse	82	661	161	904
85 VeND ée	0	950	225	1 175
86 Vienne	0	391	164	555
87 Haute Vienne	29	499	212	740
88 Vosges	0	643	79	722
89 Yonne	0	687	60	747
90 Territoire de Belfort	0	78	87	165
91 Essonne	ND	ND	ND	1 178
92 Hauts de Seine	106	2 245	ND	2 351
93 Seine Saint Denis	179	1 919	316	2 414
94 Val de Marne	50	1 017	593	1 660
95 Val d'Oise	58	966	377	1 401
971 Guadeloupe	0	9	143	152
972 Martinique	63	806	147	1 016
973 Guyane	0	100	56	156
974 Réunion	0	733	27	760
TOTAL estimé France hors DOM	3 294	89 830	26 031	119 153
Estimation DOM	63	1 648	373	2 084
TOTAL estimé France entière	3 357	91 478	26 404	121 237

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

AIDE SOCIALE AUX PERSONNES HANDICAPÉES

- Tableau 1 - Les principales aides : ACTP des personnes de moins de 60 ans, aides ménagères, aide sociale à l'hébergement, accueil de jour, accueil par des particuliers.
- Tableau 2 - Les aides à domicile : aides ménagères, ACTP des personnes de moins de 60 ans à domicile.
- Tableau 3 - Les aides en faveur des personnes placées : aide sociale à l'hébergement, ACTP en établissement des personnes de moins de 60 ans.
- Tableau 4 - Les différentes structures d'hébergement des personnes placées : foyer d'hébergement, foyer occupationnel, maison de retraite/hospice et unité de soins de longue durée, foyer d'accueil médicalisé pour les adultes lourdement handicapés.

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	A.C.T.P. - 60 ans (1)	Aides ménagères (1)	Héberge- ment	Accueil de jour	Accueil particuliers	Total
1 Ain	714	102	750	69	4	1 639
2 Aisne	ND	35	815	191	23	ND
3 Allier	589	60	502	70	73	1 294
4 Alpes de Haute Provence	208	83	141	10	ND	442
5 Hautes-alpes	185	32	180	28	1	ND
6 Alpes Maritimes	2 310	220	974	194	12	3 710
7 Ardèche	ND	ND	389	27	0	416
8 Ardennes	758	95	415	7	0	1 275
9 Ariège	ND	3	232	17	ND	252
10 Aube	421	139	386	102	43	1 091
11 Aude	711	228	694	0	4	1 637
12 Aveyron	337	86	500	30	2	955
13 Bouches du Rhône	3 133	150	1 821	185	21	5 310
14 Calvados	1 489	247	1 011	433	86	3 266
15 Cantal	253	17	394	2	10	676
16 Charente	ND	ND	532	65	31	ND
17 Charente Maritimes	803	228	1 001	86	201	2 319
18 Cher	925	40	454	81	90	ND
19 Corrèze	389	0	ND	ND	0	389
2a Corse du Sud	749	12	34	ND	ND	795
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	845	4	845	36	76	1 806
22 Côtes d'Armor	951	146	720	55	ND	1 872
23 Creuse	ND	5	266	1	2	ND
24 Dordogne	728	58	716	61	ND	1 563
25 Doubs	788	1	513	70	20	1 392
26 Drome	652	52	586	71	60	1 421
27 Eure	1 252	121	786	50	162	2 371
28 Eure et loir	589	2	709	18	25	1 343
29 Finistère	1 620	769	1 920	239	58	ND
30 Gard	ND	502	942	ND	ND	1 444
31 Haute Garonne	1 493	118	1 738	ND	11	3 360
32 Gers	276	238	361	0	23	898
33 Gironde	2 244	577	1 657	292	87	4 857
34 Hérault	1 484	325	1 127	228	7	3 171
35 Ille et Vilaine	1 582	291	1 290	40	88	3 291
36 Indre	485	ND	488	ND	ND	ND
37 Indre et Loire	ND	308	982	179	44	ND
38 Isère	ND	172	ND	ND	ND	ND
39 Jura	365	6	477	2	9	859
40 Landes	409	158	583	23	8	1 181
41 Loir et Cher	ND	59	560	66	28	713
42 Loire	1 928	401	1 246	334	11	ND
43 Haute Loire	ND	ND	ND	ND	ND	ND
44 Loire Atlantique	1 353	436	1 416	255	123	3 583
45 Loiret	NR	NR	NR	NR	NR	NR
46 Lot	ND	ND	408	0	0	ND
47 Lot et Garonne	559	188	641	52	35	1 475
48 Lozère	ND	9	187	0	ND	ND
49 Maine et Loire	ND	ND	1 020	115	40	ND
50 Manche	1 112	244	733	115	66	2 270
51 Marne	1 481	104	664	62	47	2 358
52 Haute Marne	634	0	253	10	10	ND

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	A.C.T.P. - 60 ans (1)	Aides ménagères (1)	Héberge- ment	Accueil de jour	Accueil particuliers	Total
53 Mayenne	104	77	569	121	4	875
54 Meurthe et Moselle	1 327	144	708	152	23	2 354
55 Meuse	280	5	270	13	15	583
56 Morbihan	1 027	305	638	409	35	2 414
57 Moselle	1 640	341	795	0	40	2 816
58 Nièvre	563	53	400	75	7	1 098
59 Nord	ND	ND	2 816	518	186	ND
60 Oise	1 204	40	1 145	56	93	2 538
61 Orne	511	92	535	0	19	ND
62 Pas de Calais	ND	255	1 958	651	94	ND
63 Puy de Dôme	954	41	1 026	157	84	2 262
64 Pyrénées Atlantiques	856	296	795	136	48	ND
65 Hautes Pyrénées	527	203	424	0	ND	1 154
66 Pyrénées Orientales	718	422	429	15	3	1 587
67 Bas Rhin	1 768	101	1 160	170	48	3 247
68 Haut Rhin	1 056	2	1 270	116	31	ND
69 Rhône	2 859	315	2 437	775	30	6 416
70 Haute Saône	295	9	248	62	0	614
71 Saône et Loire	793	31	1 897	329	ND	3 050
72 Sarthe	798	130	853	90	ND	ND
73 Savoie	600	114	535	87	1	1 337
74 Haute Savoie	577	105	720	144	2	1 548
75 Paris	3 826	670	2 408	339	37	7 280
76 Seine Maritime	3 290	110	1 958	646	167	6 171
77 Seine et Marne	1 845	112	1 657	41	70	3 725
78 Yvelines	ND	ND	ND	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	532	200	776	5	50	1 563
80 Somme	1 472	72	800	186	138	2 668
81 Tarn	ND	117	688	238	15	1 058
82 Tarn et Garonne	407	ND	478	18	9	ND
83 Var	1 422	106	665	8	7	2 208
84 Vaucluse	597	143	559	49	ND	1 348
85 Vendée	555	253	843	108	26	1 785
86 Vienne	510	77	480	79	116	ND
87 Haute Vienne	696	504	717	92	0	ND
88 Vosges	809	48	553	ND	10	ND
89 Yonne	889	21	800	55	81	1 846
90 Territoire de Belfort	137	27	106	44	10	324
91 Essonne	1 183	ND	1 393	ND	41	ND
92 Hauts de Seine	ND	131	2 811	574	44	3 560
93 Seine Saint Denis	2 497	170	1 271	298	7	4 243
94 Val de Marne	3 221	613	1 153	229	18	ND
95 Val d'Oise	1 765	11	989	254	5	3 024
971 Guadeloupe	1 221	0	ND	240	49	ND
972 Martinique	ND	0	48	0	ND	ND
973 Guyane	155	31	ND	45	0	ND
974 Réunion	1 987	172	396	12	0	2 567
TOTAL estimé France hors DOM	102 450	14 590	84 153	11 668	3 688	216 549
Estimation DOM	4 310	203	857	297	59	5 727
TOTAL estimé France entière	106 760	14 793	85 011	11 965	3 747	222 276

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(1) En "droits ouverts".

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements		Aides ménagères (1)	A.C.T.P. à domicile (1)
1	Ain	102	564
2	Aisne	35	ND
3	Allier	60	560
4	Alpes de Haute Provence	83	174
5	Hautes-alpes	32	185
6	Alpes Maritimes	220	ND
7	Ardèche	ND	ND
8	Ardennes	95	650
9	Ariège	3	ND
10	Aube	139	ND
11	Aude	228	ND
12	Aveyron	86	319
13	Bouches du Rhône	150	ND
14	Calvados	247	1 146
15	Cantal	17	236
16	Charente	ND	ND
17	Charente Maritimes	228	ND
18	Cher	40	ND
19	Corrèze	0	ND
2a	Corse du Sud	12	749
2b	Haute Corse	NR	NR
21	Côte d'Or	4	736
22	Côtes d'Armor	146	ND
23	Creuse	5	ND
24	Dordogne	58	70
25	Doubs	1	698
26	Drome	52	477
27	Eure	121	1 016
28	Eure et loir	2	406
29	Finistère	769	1 062
30	Gard	502	ND
31	Haute Garonne	118	ND
32	Gers	238	265
33	Gironde	577	1 842
34	Hérault	325	1 277
35	Ille et Vilaine	291	1 004
36	Indre	ND	485
37	Indre et Loire	308	ND
38	Isère	172	ND
39	Jura	6	246
40	Landes	158	ND
41	Loir et Cher	59	ND
42	Loire	401	1 124
43	Haute Loire	ND	ND
44	Loire Atlantique	436	1 048
45	Loiret	NR	NR
46	Lot	ND	ND
47	Lot et Garonne	188	485
48	Lozère	9	ND
49	Maine et Loire	ND	ND
50	Manche	244	ND
51	Marne	104	1 157
52	Haute Marne	0	531

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Aides ménagères (1)	A.C.T.P. à domicile (1)
53 Mayenne	77	94
54 Meurthe et Moselle	144	ND
55 Meuse	5	242
56 Morbihan	305	1 009
57 Moselle	341	1 564
58 Nièvre	53	563
59 Nord	ND	ND
60 Oise	40	1 005
61 Orne	92	491
62 Pas de Calais	255	ND
63 Puy de Dôme	41	767
64 Pyrénées Atlantiques	296	ND
65 Hautes Pyrénées	203	ND
66 Pyrénées Orientales	422	661
67 Bas Rhin	101	1 450
68 Haut Rhin	2	ND
69 Rhône	315	1 737
70 Haute Saône	9	ND
71 Saône et Loire	31	635
72 Sarthe	130	686
73 Savoie	114	427
74 Haute Savoie	105	577
75 Paris	670	3 050
76 Seine Maritime	110	2 634
77 Seine et Marne	112	1 839
78 Yvelines	ND	ND
79 Deux Sèvres	200	518
80 Somme	72	1 303
81 Tarn	117	ND
82 Tarn et Garonne	ND	407
83 Var	106	1 266
84 Vaucluse	143	ND
85 Vendée	253	552
86 Vienne	77	407
87 Haute Vienne	504	688
88 Vosges	48	645
89 Yonne	21	728
90 Territoire de Belfort	27	129
91 Essonne	ND	ND
92 Hauts de Seine	131	ND
93 Seine Saint Denis	170	1 967
94 Val de Marne	613	2 568
95 Val d'Oise	11	1 488
971 Guadeloupe	0	1 221
972 Martinique	0	ND
973 Guyane	31	155
974 Réunion	172	1 915
TOTAL estimé France hors DOM	14 590	83 413
Estimation DOM	203	4 067
TOTAL estimé France entière	14 793	87 480

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(1) En "droits ouverts".

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Hébergement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
1 Ain	750	150
2 Aisne	815	ND
3 Allier	502	29
4 Alpes de Haute Provence	141	34
5 Hautes-alpes	180	0
6 Alpes Maritimes	974	ND
7 Ardèche	389	ND
8 Ardennes	415	108
9 Ariège	232	ND
10 Aube	386	ND
11 Aude	694	ND
12 Aveyron	500	18
13 Bouches du Rhône	1 821	ND
14 Calvados	1 011	343
15 Cantal	394	17
16 Charente	532	ND
17 Charente Maritimes	1 001	ND
18 Cher	454	ND
19 Corrèze	ND	ND
2a Corse du Sud	34	0
2b Haute Corse	NR	NR
21 Côte d'Or	845	109
22 Côtes d'Armor	720	ND
23 Creuse	266	ND
24 Dordogne	716	658
25 Doubs	513	90
26 Drome	586	175
27 Eure	786	236
28 Eure et loir	709	183
29 Finistère	1 920	558
30 Gard	942	ND
31 Haute Garonne	1 738	ND
32 Gers	361	11
33 Gironde	1 657	402
34 Hérault	1 127	207
35 Ille et Vilaine	1 290	578
36 Indre	488	0
37 Indre et Loire	982	ND
38 Isère	ND	ND
39 Jura	477	119
40 Landes	583	ND
41 Loir et Cher	560	ND
42 Loire	1 246	804
43 Haute Loire	ND	ND
44 Loire Atlantique	1 416	305
45 Loiret	NR	NR
46 Lot	408	ND
47 Lot et Garonne	641	74
48 Lozère	187	ND
49 Maine et Loire	1 020	ND
50 Manche	733	ND
51 Marne	664	324
52 Haute Marne	253	103

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Hébergement	A.C.T.P. - 60 ans en établissement (1)
53 Mayenne	569	10
54 Meurthe et Moselle	708	ND
55 Meuse	270	38
56 Morbihan	638	18
57 Moselle	795	76
58 Nièvre	400	0
59 Nord	2 816	ND
60 Oise	1 145	199
61 Orne	535	20
62 Pas de Calais	1 958	ND
63 Puy de Dôme	1 026	187
64 Pyrénées Atlantiques	795	ND
65 Hautes Pyrénées	424	ND
66 Pyrénées Orientales	429	57
67 Bas Rhin	1 160	318
68 Haut Rhin	1 270	ND
69 Rhône	2 437	1 122
70 Haute Saône	248	ND
71 Saône et Loire	1 897	158
72 Sarthe	853	112
73 Savoie	535	173
74 Haute Savoie	720	0
75 Paris	2 408	776
76 Seine Maritime	1 958	656
77 Seine et Marne	1 657	6
78 Yvelines	ND	ND
79 Deux Sèvres	776	14
80 Somme	800	169
81 Tarn	688	ND
82 Tarn et Garonne	478	0
83 Var	665	156
84 Vaucluse	559	ND
85 Vendée	843	3
86 Vienne	480	103
87 Haute Vienne	717	8
88 Vosges	553	164
89 Yonne	800	161
90 Territoire de Belfort	106	8
91 Essonne	1 393	ND
92 Hauts de Seine	2 811	ND
93 Seine Saint Denis	1 271	530
94 Val de Marne	1 153	653
95 Val d'Oise	989	277
971 Guadeloupe	ND	0
972 Martinique	48	ND
973 Guyane	ND	0
974 Réunion	396	72
TOTAL estimé France hors DOM	84 153	19 037
Estimation DOM	857	243
TOTAL estimé France entière	85 011	19 280

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(1) En "droits ouverts".

**Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Foyer hébergement	Foyer occupa- tionnel	MR, hospice, USLD (**)	Foyer médicalisé	Total hébergement
1 Ain	456	95	43	156	750
2 Aisne	ND	ND	43	ND	815
3 Allier	197	233	40	32	502
4 Alpes de Haute Provence	99	34	3	5	141
5 Hautes-alpes	76	71	5	28	180
6 Alpes Maritimes	858	ND	116	ND	974
7 Ardèche	210	161	13	5	389
8 Ardennes	133	256	26	0	415
9 Ariège	140	41	ND	51	232
10 Aube	144	187	49	6	386
11 Aude	498	110	21	65	694
12 Aveyron	323	177	ND	ND	500
13 Bouches du Rhône	718	950	153	0	1 821
14 Calvados	412	236	153	210	1 011
15 Cantal	251	74	23	46	394
16 Charente	243	137	83	69	532
17 Charente Maritimes	449	409	58	85	1 001
18 Cher	219	147	14	74	454
19 Corrèze	ND	ND	ND	ND	ND
2a Corse du Sud	ND	ND	ND	ND	34
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	446	180	86	133	845
22 Côtes d'Armor	239	275	27	179	720
23 Creuse	193	40	0	33	266
24 Dordogne	314	340	62	0	716
25 Doubs	307	143	38	25	513
26 Drome	288	ND	ND	0	586
27 Eure	267	351	93	75	786
28 Eure et loir	227	319	47	116	709
29 Finistère	1 017	539	111	253	1 920
30 Gard	ND	ND	ND	ND	942
31 Haute Garonne	545	906	62	225	1 738
32 Gers	125	135	24	77	361
33 Gironde	372	547	449	289	1 657
34 Hérault	471	380	114	162	1 127
35 Ille et Vilaine	484	461	124	221	1 290
36 Indre	199	187	1	101	488
37 Indre et Loire	420	378	117	67	982
38 Isère	ND	ND	ND	ND	ND
39 Jura	232	209	28	8	477
40 Landes	277	228	20	58	583
41 Loir et Cher	235	240	64	21	560
42 Loire	662	297	163	124	1 246
43 Haute Loire	ND	ND	ND	ND	ND
44 Loire Atlantique	314	722	110	270	1 416
45 Loiret	NR	NR	NR	NR	NR
46 Lot	245	146	15	2	408
47 Lot et Garonne	236	301	47	57	641
48 Lozère	110	54	10	13	187
49 Maine et Loire	368	441	141	70	1 020
50 Manche	382	223	86	42	733
51 Marne	251	284	72	57	664
52 Haute Marne	143	89	21	0	253

Bénéficiaires de l'aide sociale aux personnes handicapées
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Foyer hébergement	Foyer occupa- tionnel	MR, hospice, USLD (**)	Foyer médicalisé	Total hébergement
53 Mayenne	336	146	55	32	569
54 Meurthe et Moselle	347	262	46	53	708
55 Meuse	97	96	23	54	270
56 Morbihan	260	25	106	247	638
57 Moselle	475	121	40	159	795
58 Nièvre	128	196	32	44	400
59 Nord	1 309	1 236	117	154	2 816
60 Oise	629	394	54	68	1 145
61 Orne	333	167	32	3	535
62 Pas de Calais	882	706	152	218	1 958
63 Puy de Dôme	405	401	129	91	1 026
64 Pyrénées Atlantiques	427	297	69	2	795
65 Hautes Pyrénées	176	13	78	157	424
66 Pyrénées Orientales	196	185	48	0	429
67 Bas Rhin	ND	ND	128	ND	1 160
68 Haut Rhin	461	539	172	98	1 270
69 Rhône	1 370	783	0	284	2 437
70 Haute Saône	133	84	0	31	248
71 Saône et Loire	861	495	335	206	1 897
72 Sarthe	340	387	84	42	853
73 Savoie	330	100	25	80	535
74 Haute Savoie	468	158	40	54	720
75 Paris	752	982	482	192	2 408
76 Seine Maritime	461	991	97	409	1 958
77 Seine et Marne	3	1 379	190	85	1 657
78 Yvelines	ND	ND	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	403	303	33	37	776
80 Somme	315	446	39	0	800
81 Tarn	322	299	34	33	688
82 Tarn et Garonne	143	271	21	43	478
83 Var	249	318	40	58	665
84 Vaucluse	282	235	39	3	559
85 Vendée	213	486	83	61	843
86 Vienne	295	131	38	16	480
87 Haute Vienne	292	379	31	15	717
88 Vosges	ND	ND	53	ND	553
89 Yonne	217	452	75	56	800
90 Territoire de Belfort	72	4	27	3	106
91 Essonne	574	749	70	0	1 393
92 Hauts de Seine	ND	ND	298	ND	2 811
93 Seine Saint Denis	360	736	96	79	1 271
94 Val de Marne	506	551	96	0	1 153
95 Val d'Oise	424	324	119	122	989
971 Guadeloupe	35	ND	ND	ND	ND
972 Martinique	6	24	8	10	48
973 Guyane	9	0	ND	0	ND
974 Réunion	99	183	23	91	396
TOTAL estimé France hors DOM	36 208	31 961	8 334	7 651	84 153
Estimation DOM	149	222	385	101	857
TOTAL estimé France entière	36 357	32 183	8 719	7 752	85 011

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible

(**) Maison de retraite, hopsice et unité de soins de longue durée

AIDE SOCIALE À L'ENFANCE

Tableau 1 - Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : pupilles, par délégation de l'autorité parentale, par mesure de tutelle, retrait partiel, placement par le juge au titre de l'ASE, accueil provisoire de mineurs, accueil provisoire de jeunes majeurs.

Tableau 2 - Enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance : mesures administratives, mesures judiciaires.

Tableau 3 - Placements directs par le juge : placement auprès d'un tiers, placement auprès d'un établissement, délégation de l'autorité parentale.

Tableau 4 - Enfants accueillis à l'aide sociale à l'enfance : enfants confiés, placements directs par le juge.

Tableau 5 - Actions éducatives : actions éducatives à domicile, actions éducatives en milieu ouvert.

Tableau 6 - Enfants placés en établissement : répartition par mode d'hébergement.

Tableau 7 - Enfants confiés à l'ASE : répartition par type d'établissement.

Tableau 8 - Enfants confiés à l'ASE : répartition par âge.

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P(2) Mineurs	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
1 Ain	22	10	17	ND	449	153	100	751
2 Aisne	31	49	29	0	1 054	82	102	1 347
3 Allier	19	14	23	ND	664	15	78	813
4 Alpes de Haute Provence	3	3	5	0	174	28	27	240
5 Hautes-Alpes	4	0	3	0	71	14	23	115
6 Alpes Maritimes	85	57	22	0	791	108	104	1 167
7 Ardèche	0	0	8	ND	240	57	35	340
8 Ardennes	12	20	21	0	607	16	68	744
9 Ariège	2	4	20	0	286	28	5	345
10 Aube	19	23	31	0	505	92	74	744
11 Aude	8	12	0	0	444	106	80	650
12 Aveyron	4	20	17	0	277	94	66	478
13 Bouches du Rhône	80	37	174	0	1 755	146	375	2 567
14 Calvados	24	26	49	0	1 226	190	162	1 677
15 Cantal	2	2	5	0	121	8	13	151
16 Charente	31	27	24	0	554	29	95	760
17 Charente Maritime	16	36	22	0	790	156	133	1 153
18 Cher	16	26	28	1	545	156	97	869
19 Corrèze	3	14	9	0	196	15	35	272
2a Corse du Sud	2	0	5	0	99	24	13	143
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	19	11	46	0	647	233	105	1 061
22 Côtes d'Armor	11	8	20	0	896	82	109	1 126
23 Creuse	1	0	0	0	239	11	64	315
24 Dordogne	13	11	15	0	454	88	100	681
25 Doubs	10	10	22	0	624	84	88	838
26 Drome	5	25	14	0	574	83	93	794
27 Eure	27	37	69	0	786	134	175	1 228
28 Eure et loir	16	21	28	0	677	175	127	1 044
29 Finistère	10	37	27	0	1 295	72	327	1 768
30 Gard	26	19	26	0	706	344	127	1 248
31 Haute Garonne	35	21	55	0	854	287	131	1 383
32 Gers	1	16	1	0	168	31	34	251
33 Gironde	32	97	55	ND	1 178	802	386	2 550
34 Hérault	40	28	39	0	1 339	236	178	1 860
35 Ille et Vilaine	43	49	49	0	1 211	187	277	1 816
36 Indre	13	5	5	1	321	65	27	437
37 Indre et Loire	12	27	34	ND	835	77	124	1 109
38 Isère	49	49	57	0	978	249	217	1 599
39 Jura	6	6	8	0	366	63	60	509
40 Landes	5	18	6	0	453	303	125	910
41 Loir et Cher	13	6	24	0	417	58	60	578
42 Loire	23	25	28	0	875	34	126	1 111
43 Haute Loire	3	0	4	0	143	44	21	215
44 Loire Atlantique	36	41	45	0	1 052	139	272	1 585
45 Loiret	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
46 Lot	1	3	1	0	176	30	21	232
47 Lot et Garonne	12	6	12	0	238	46	30	344
48 Lozère	0	1	2	0	29	11	19	62
49 Maine et Loire	15	12	39	3	1 102	111	140	1 422
50 Manche	16	14	41	0	556	85	61	773
51 Marne	39	28	35	3	978	52	107	1 242
52 Haute Marne	13	6	3	0	437	10	49	518

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
Effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Pupilles	DAP (1)	Tutelle	Retrait partiel	Placement ASE (juge)	A.P (2) Mineurs	A.P.J Majeurs (3)	Total enfants confiés
53 Mayenne	ND	ND	ND	ND	416	147	42	605
54 Meurthe et Moselle	64	62	40	0	1 090	44	0	1 300
55 Meuse	8	3	30	0	561	11	38	651
56 Morbihan	33	32	26	0	648	62	109	910
57 Moselle	58	35	78	0	994	49	154	1 368
58 Nièvre	6	19	19	0	442	91	88	665
59 Nord	180	327	205	0	6 949	436	968	9 065
60 Oise	53	48	53	0	1 263	56	195	1 668
61 Orne	17	4	13	0	708	75	76	893
62 Pas de Calais	155	203	108	0	3 706	155	395	4 722
63 Puy de Dôme	27	35	27	ND	474	133	171	867
64 Pyrénées Atlantiques	11	23	13	0	499	250	123	919
65 Hautes Pyrénées	6	4	15	0	274	77	21	397
66 Pyrénées Orientales	5	25	17	0	506	93	21	667
67 Bas Rhin	35	46	78	0	1 247	121	146	1 673
68 Haut Rhin	32	31	29	0	833	78	44	1 047
69 Rhône	117	25	130	ND	1 252	349	206	2 079
70 Haute Saône	7	21	5	0	391	28	61	513
71 Saône et Loire	14	19	40	0	513	153	86	825
72 Sarthe	18	27	16	0	662	116	79	918
73 Savoie	3	13	24	0	541	137	79	797
74 Haute Savoie	19	31	28	0	513	73	100	764
75 Paris	163	35	325	0	2 469	570	994	4 556
76 Seine Maritime	107	68	106	0	1 953	170	482	2 886
77 Seine et Marne	68	73	42	ND	1 585	180	221	2 169
78 Yvelines	ND	28	61	ND	1 506	205	183	1 983
79 Deux Sèvres	2	19	17	1	387	45	42	513
80 Somme	12	24	41	0	1 121	38	178	1 414
81 Tarn	8	2	22	0	441	137	97	707
82 Tarn et Garonne	4	0	11	0	134	70	53	272
83 Var	32	69	57	0	664	90	128	1 040
84 Vaucluse	24	36	17	0	513	87	114	791
85 Vendée	6	7	18	0	519	74	98	722
86 Vienne	9	20	21	2	601	76	125	854
87 Haute Vienne	17	7	ND	0	498	44	71	637
88 Vosges	8	12	21	0	283	59	31	414
89 Yonne	15	29	18	0	705	39	96	902
90 Territoire de Belfort	3	4	11	0	200	18	14	250
91 Essonne	44	26	122	0	1 381	317	490	2 380
92 Hauts de Seine	111	48	126	ND	1 407	324	477	2 493
93 Seine Saint Denis	113	91	272	0	1 992	312	751	3 531
94 Val de Marne	84	42	99	0	1 029	242	347	1 843
95 Val d'Oise	42	33	58	0	1 045	160	205	1 543
971 Guadeloupe	5	6	52	ND	587	59	111	820
972 Martinique	5	20	11	0	534	262	100	932
973 Guyane	14	5	4	0	211	67	23	324
974 Réunion	112	110	53	0	1 169	130	143	1 717
TOTAL estimé France hors DOM	2 698	2 753	3 824	11	77 229	11 867	14 021	112 403
Estimation DOM	136	141	120	0	2 501	518	377	3 793
TOTAL estimé France entière	2 834	2 894	3 944	11	79 730	12 385	14 398	116 196

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.

(1) Délégation de l'autorité parentale

(2) Accueil provisoire de mineurs

(3) Accueil provisoire de jeunes majeurs

**Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM**

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
1 Ain	275	ND	751
2 Aisne	215	1 132	1 347
3 Allier	112	ND	813
4 Alpes de Haute Provence	58	182	240
5 Hautes-Alpes	41	74	115
6 Alpes Maritimes	297	870	1 167
7 Ardèche	92	ND	340
8 Ardennes	96	648	744
9 Ariège	35	310	345
10 Aube	185	559	744
11 Aude	194	456	650
12 Aveyron	164	314	478
13 Bouches du Rhône	601	1 966	2 567
14 Calvados	376	1 301	1 677
15 Cantal	23	128	151
16 Charente	155	605	760
17 Charente Maritime	305	848	1 153
18 Cher	269	600	869
19 Corrèze	53	219	272
2a Corse du Sud	39	104	143
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	357	704	1 061
22 Côtes d'Armor	202	924	1 126
23 Creuse	76	239	315
24 Dordogne	201	480	681
25 Doubs	182	656	838
26 Drome	181	613	794
27 Eure	336	892	1 228
28 Eure et loir	318	726	1 044
29 Finistère	409	1 359	1 768
30 Gard	497	751	1 248
31 Haute Garonne	453	930	1 383
32 Gers	66	185	251
33 Gironde	1 220	ND	2 550
34 Hérault	454	1 406	1 860
35 Ille et Vilaine	507	1 309	1 816
36 Indre	105	332	437
37 Indre et Loire	213	ND	1 109
38 Isère	515	1 084	1 599
39 Jura	129	380	509
40 Landes	433	477	910
41 Loir et Cher	131	447	578
42 Loire	183	928	1 111
43 Haute Loire	68	147	215
44 Loire Atlantique	447	1 138	1 585
45 Loiret	NR	NR	NR
46 Lot	52	180	232
47 Lot et Garonne	88	256	344
48 Lozère	30	32	62
49 Maine et Loire	266	1 156	1 422
50 Manche	162	611	773
51 Marne	198	1 044	1 242
52 Haute Marne	72	446	518

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Mesures administratives	Mesures judiciaires	Total enfants confiés
53 Mayenne	ND	ND	605
54 Meurthe et Moselle	108	1 192	1 300
55 Meuse	57	594	651
56 Morbihan	204	706	910
57 Moselle	261	1 107	1 368
58 Nièvre	185	480	665
59 Nord	1 584	7 481	9 065
60 Oise	304	1 364	1 668
61 Orne	168	725	893
62 Pas de Calais	705	4 017	4 722
63 Puy de Dôme	331	ND	867
64 Pyrénées Atlantiques	384	535	919
65 Hautes Pyrénées	104	293	397
66 Pyrénées Orientales	119	548	667
67 Bas Rhin	302	1 371	1 673
68 Haut Rhin	154	893	1 047
69 Rhône	672	ND	2 079
70 Haute Saône	96	417	513
71 Saône et Loire	253	572	825
72 Sarthe	213	705	918
73 Savoie	219	578	797
74 Haute Savoie	192	572	764
75 Paris	1 727	2 829	4 556
76 Seine Maritime	759	2 127	2 886
77 Seine et Marne	469	ND	2 169
78 Yvelines	ND	ND	1 983
79 Deux Sèvres	89	424	513
80 Somme	228	1 186	1 414
81 Tarn	242	465	707
82 Tarn et Garonne	127	145	272
83 Var	250	790	1 040
84 Vaucluse	225	566	791
85 Vendée	178	544	722
86 Vienne	210	644	854
87 Haute Vienne	132	ND	637
88 Vosges	98	316	414
89 Yonne	150	752	902
90 Territoire de Belfort	35	215	250
91 Essonne	851	1 529	2 380
92 Hauts de Seine	912	ND	2 493
93 Seine Saint Denis	1 176	2 355	3 531
94 Val de Marne	673	1 170	1 843
95 Val d'Oise	407	1 136	1 543
971 Guadeloupe	175	ND	820
972 Martinique	367	565	932
973 Guyane	104	220	324
974 Réunion	385	1 332	1 717
TOTAL estimé France hors DOM	28 586	83 817	112 403
Estimation DOM	1 031	2 762	3 793
TOTAL estimé France entière	29 617	86 579	116 196

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP(**) à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
1 Ain	29	72	0	101
2 Aisne	201	60	0	261
3 Allier	80	36	5	121
4 Alpes de Haute Provence	38	8	0	46
5 Hautes-Alpes	4	0	1	5
6 Alpes Maritimes	268	147	0	415
7 Ardèche	18	0	0	18
8 Ardennes	95	18	21	134
9 Ariège	21	4	0	25
10 Aube	51	112	0	163
11 Aude	68	58	0	126
12 Aveyron	0	15	0	15
13 Bouches du Rhône	364	400	15	779
14 Calvados	72	270	0	342
15 Cantal	23	121	0	144
16 Charente	74	36	0	110
17 Charente Maritime	82	44	0	126
18 Cher	55	3	0	58
19 Corrèze	45	48	0	93
2a Corse du Sud	15	13	0	28
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	45	272	0	317
22 Côtes d'Armor	27	39	0	66
23 Creuse	50	8	0	58
24 Dordogne	51	206	0	257
25 Doubs	61	97	0	158
26 Drome	42	45	0	87
27 Eure	112	49	0	161
28 Eure et loir	68	71	0	139
29 Finistère	154	112	0	266
30 Gard	54	179	1	234
31 Haute Garonne	144	336	0	480
32 Gers	40	34	0	74
33 Gironde	177	429	ND	606
34 Hérault	127	82	0	209
35 Ille et Vilaine	ND	ND	ND	168
36 Indre	18	31	1	50
37 Indre et Loire	130	28	0	158
38 Isère	123	277	6	406
39 Jura	40	11	1	52
40 Landes	23	78	0	101
41 Loir et Cher	13	57	0	70
42 Loire	148	357	0	505
43 Haute Loire	25	93	0	118
44 Loire Atlantique	178	449	11	638
45 Loiret	NR	NR	NR	NR
46 Lot	4	25	0	29
47 Lot et Garonne	56	300	1	357
48 Lozère	3	10	0	13
49 Maine et Loire	32	91	0	123
50 Manche	72	112	2	186
51 Marne	119	58	10	187
52 Haute Marne	24	15	0	39

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Placement par le juge auprès d'un tiers	Placement par le juge auprès d'un établissement ou un service	DAP(**) à un particulier ou à un établissement	Total placements directs
53 Mayenne	ND	ND	ND	ND
54 Meurthe et Moselle	227	130	17	374
55 Meuse	39	12	0	51
56 Morbihan	53	196	0	249
57 Moselle	210	380	0	590
58 Nièvre	39	1	3	43
59 Nord	684	ND	124	808
60 Oise	213	0	0	213
61 Orne	53	31	0	84
62 Pas de Calais	302	442	15	759
63 Puy de Dôme	78	183	3	264
64 Pyrénées Atlantiques	26	323	0	349
65 Hautes Pyrénées	0	5	4	9
66 Pyrénées Orientales	50	23	0	73
67 Bas Rhin	273	231	0	504
68 Haut Rhin	121	256	0	377
69 Rhône	188	809	0	997
70 Haute Saône	44	59	4	107
71 Saône et Loire	55	180	0	235
72 Sarthe	95	234	0	329
73 Savoie	21	81	0	102
74 Haute Savoie	35	27	13	75
75 Paris	305	321	4	630
76 Seine Maritime	ND	ND	ND	745
77 Seine et Marne	231	162	0	393
78 Yvelines	ND	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	20	12	8	40
80 Somme	152	135	0	287
81 Tarn	95	41	ND	136
82 Tarn et Garonne	38	146	2	186
83 Var	94	43	0	137
84 Vaucluse	ND	ND	ND	ND
85 Vendée	64	8	0	72
86 Vienne	0	35	0	35
87 Haute Vienne	31	26	1	58
88 Vosges	73	100	1	174
89 Yonne	78	36	0	114
90 Territoire de Belfort	30	11	0	41
91 Essonne	235	45	0	280
92 Hauts de Seine	221	381	9	611
93 Seine Saint Denis	463	383	62	908
94 Val de Marne	230	61	ND	291
95 Val d'Oise	257	191	0	448
971 Guadeloupe	324	62	0	386
972 Martinique	3	2	1	6
973 Guyane	ND	ND	ND	ND
974 Réunion	428	79	197	704
TOTAL estimé France hors DOM	9 965	12 112	379	22 455
Estimation DOM	779	173	199	1 151
TOTAL estimé France entière	10 744	12 285	578	23 607

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.

(**) Délégation d'autorité parentale

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
1 Ain	751	101	852
2 Aisne	1 347	261	1 608
3 Allier	813	121	934
4 Alpes de Haute Provence	240	46	286
5 Hautes-Alpes	115	5	120
6 Alpes Maritimes	1 167	415	1 582
7 Ardèche	340	18	358
8 Ardennes	744	134	878
9 Ariège	345	25	370
10 Aube	744	163	907
11 Aude	650	126	776
12 Aveyron	478	15	493
13 Bouches du Rhône	2 567	779	3 346
14 Calvados	1 677	342	2 019
15 Cantal	151	144	295
16 Charente	760	110	870
17 Charente Maritime	1 153	126	1 279
18 Cher	869	58	927
19 Corrèze	272	93	365
2a Corse du Sud	143	28	171
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	1 061	317	1 378
22 Côtes d'Armor	1 126	66	1 192
23 Creuse	315	58	373
24 Dordogne	681	257	938
25 Doubs	838	158	996
26 Drome	794	87	881
27 Eure	1 228	161	1 389
28 Eure et loir	1 044	139	1 183
29 Finistère	1 768	266	2 034
30 Gard	1 248	234	1 482
31 Haute Garonne	1 383	480	1 863
32 Gers	251	74	325
33 Gironde	2 550	606	3 156
34 Hérault	1 860	209	2 069
35 Ille et Vilaine	1 816	168	1 984
36 Indre	437	50	487
37 Indre et Loire	1 109	158	1 267
38 Isère	1 599	406	2 005
39 Jura	509	52	561
40 Landes	910	101	1 011
41 Loir et Cher	578	70	648
42 Loire	1 111	505	1 616
43 Haute Loire	215	118	333
44 Loire Atlantique	1 585	638	2 223
45 Loiret	NR	NR	NR
46 Lot	232	29	261
47 Lot et Garonne	344	357	701
48 Lozère	62	13	75
49 Maine et Loire	1 422	123	1 545
50 Manche	773	186	959
51 Marne	1 242	187	1 429
52 Haute Marne	518	39	557

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Total enfants confiés à l'ASE	Total des placements directs	Total des enfants accueillis
53 Mayenne	605	ND	ND
54 Meurthe et Moselle	1 300	374	1 674
55 Meuse	651	51	702
56 Morbihan	910	249	1 159
57 Moselle	1 368	590	1 958
58 Nièvre	665	43	708
59 Nord	9 065	808	9 873
60 Oise	1 668	213	1 881
61 Orne	893	84	977
62 Pas de Calais	4 722	759	5 481
63 Puy de Dôme	867	264	1 131
64 Pyrénées Atlantiques	919	349	1 268
65 Hautes Pyrénées	397	9	406
66 Pyrénées Orientales	667	73	740
67 Bas Rhin	1 673	504	2 177
68 Haut Rhin	1 047	377	1 424
69 Rhône	2 079	997	3 076
70 Haute Saône	513	107	620
71 Saône et Loire	825	235	1 060
72 Sarthe	918	329	1 247
73 Savoie	797	102	899
74 Haute Savoie	764	75	839
75 Paris	4 556	630	5 186
76 Seine Maritime	2 886	745	3 631
77 Seine et Marne	2 169	393	2 562
78 Yvelines	1 983	ND	ND
79 Deux Sèvres	513	40	553
80 Somme	1 414	287	1 701
81 Tarn	707	136	843
82 Tarn et Garonne	272	186	458
83 Var	1 040	137	1 177
84 Vaucluse	791	ND	ND
85 Vendée	722	72	794
86 Vienne	854	35	889
87 Haute Vienne	637	58	695
88 Vosges	414	174	588
89 Yonne	902	114	1 016
90 Territoire de Belfort	250	41	291
91 Essonne	2 380	280	2 660
92 Hauts de Seine	2 493	611	3 104
93 Seine Saint Denis	3 531	908	4 439
94 Val de Marne	1 843	291	2 134
95 Val d'Oise	1 543	448	1 991
971 Guadeloupe	820	386	1 206
972 Martinique	932	6	938
973 Guyane	324	ND	ND
974 Réunion	1 717	704	2 421
TOTAL estimé France hors DOM	112 403	22 455	134 858
Estimation DOM	3 793	1 151	4 944
TOTAL estimé France entière	116 196	23 606	139 802

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
1 Ain	218	768	986
2 Aisne	559	987	1 546
3 Allier	95	577	672
4 Alpes de Haute Provence	158	352	510
5 Hautes-Alpes	36	169	205
6 Alpes Maritimes	562	1 449	2 011
7 Ardèche	88	400	488
8 Ardennes	323	603	926
9 Ariège	133	309	442
10 Aube	ND	432	ND
11 Aude	440	657	1 097
12 Aveyron	134	294	428
13 Bouches du Rhône	269	3 325	3 594
14 Calvados	498	1 355	1 853
15 Cantal	118	434	552
16 Charente	155	249	404
17 Charente Maritime	182	636	818
18 Cher	139	330	469
19 Corrèze	203	348	551
2a Corse du Sud	128	222	350
2b Haute Corse	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	478	766	1 244
22 Côtes d'Armor	387	1 268	1 655
23 Creuse	251	252	503
24 Dordogne	177	418	595
25 Doubs	228	722	950
26 Drome	ND	ND	ND
27 Eure	524	996	1 520
28 Eure et loir	100	737	837
29 Finistère	ND	890	ND
30 Gard	355	ND	ND
31 Haute Garonne	798	1 389	2 187
32 Gers	161	169	330
33 Gironde	1 336	1 736	3 072
34 Hérault	382	1 386	1 768
35 Ille et Vilaine	581	1 459	2 040
36 Indre	273	170	443
37 Indre et Loire	200	712	912
38 Isère	391	1 653	2 044
39 Jura	328	424	752
40 Landes	319	567	886
41 Loir et Cher	250	303	553
42 Loire	165	1 989	2 154
43 Haute Loire	178	322	500
44 Loire Atlantique	236	1 947	2 183
45 Loiret	NR	NR	NR
46 Lot	115	237	352
47 Lot et Garonne	201	524	725
48 Lozère	34	74	108
49 Maine et Loire	192	615	807
50 Manche	496	533	1 029
51 Marne	15	854	869
52 Haute Marne	ND	ND	ND

Bénéficiaires de l'aide sociale à l'enfance
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Actions éducatives à domicile	Actions éducatives en milieu ouvert	Total des actions éducatives
53 Mayenne	401	214	615
54 Meurthe et Moselle	518	1 839	2 357
55 Meuse	184	271	455
56 Morbihan	414	841	1 255
57 Moselle	128	1 524	1 652
58 Nièvre	96	341	437
59 Nord	736	7 903	8 639
60 Oise	ND	1 023	ND
61 Orne	285	728	1 013
62 Pas de Calais	151	2 839	2 990
63 Puy de Dôme	398	1 120	1 518
64 Pyrénées Atlantiques	212	1 685	1 897
65 Hautes Pyrénées	110	276	386
66 Pyrénées Orientales	268	419	687
67 Bas Rhin	661	1 839	2 500
68 Haut Rhin	178	1 711	1 889
69 Rhône	1 854	2 955	4 809
70 Haute Saône	390	563	953
71 Saône et Loire	275	505	780
72 Sarthe	168	884	1 052
73 Savoie	113	485	598
74 Haute Savoie	361	573	934
75 Paris	1 391	2 855	4 246
76 Seine Maritime	907	2 165	3 072
77 Seine et Marne	806	1 264	2 070
78 Yvelines	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	214	302	516
80 Somme	362	1 519	1 881
81 Tarn	132	390	522
82 Tarn et Garonne	176	324	500
83 Var	421	1 208	1 629
84 Vaucluse	137	729	866
85 Vendée	493	487	980
86 Vienne	74	546	620
87 Haute Vienne	137	815	952
88 Vosges	324	658	982
89 Yonne	132	647	779
90 Territoire de Belfort	70	307	377
91 Essonne	1 341	1 327	2 668
92 Hauts de Seine	1 201	2 083	3 284
93 Seine Saint Denis	524	2 350	2 874
94 Val de Marne	308	808	1 116
95 Val d'Oise	306	1 343	1 649
971 Guadeloupe	443	981	1 424
972 Martinique	309	385	694
973 Guyane	14	269	283
974 Réunion	808	1 346	2 154

TOTAL estimé France hors DOM	34 156	93 683	127 839
Estimation DOM	1 574	2 981	4 555
TOTAL estimé France entière	35 679	96 777	132 457

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.

Répartition des enfants confiés à l'ASE par mode d'hébergement
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Adolescents autonomes	Autres	Total enfants confiés
1 Ain	361	357	23	10	751
2 Aisne	1 010	223	69	45	1 347
3 Allier	623	169	20	1	813
4 Alpes de Haute Provence	161	74	0	5	240
5 Hautes-Alpes	54	45	16	0	115
6 Alpes Maritimes	431	643	50	43	1 167
7 Ardèche	225	115	0	0	340
8 Ardennes	571	135	32	6	744
9 Ariège	295	50	0	0	345
10 Aube	362	334	13	35	744
11 Aude	394	201	28	27	650
12 Aveyron	363	89	19	7	478
13 Bouches du Rhône	964	1 410	139	54	2 567
14 Calvados	1 101	495	66	15	1 677
15 Cantal	131	20	0	0	151
16 Charente	505	234	21	0	760
17 Charente Maritime	805	259	39	50	1 153
18 Cher	603	228	21	17	869
19 Corrèze	202	43	22	5	272
2a Corse du Sud	125	18	0	0	143
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	646	354	11	50	1 061
22 Côtes d'Armor	842	256	6	22	1 126
23 Creuse	244	35	25	11	315
24 Dordogne	496	148	0	37	681
25 Doubs	546	240	26	26	838
26 Drome	468	220	99	7	794
27 Eure	675	540	13	0	1 228
28 Eure et loir	412	553	4	75	1 044
29 Finistère	1 178	357	92	141	1 768
30 Gard	586	608	13	41	1 248
31 Haute Garonne	627	745	ND	ND	1 383
32 Gers	190	61	0	0	251
33 Gironde	1 141	1 409	ND	ND	2 550
34 Hérault	1 233	499	7	121	1 860
35 Ille et Vilaine	ND	470	19	ND	1 816
36 Indre	298	132	0	7	437
37 Indre et Loire	637	439	15	18	1 109
38 Isère	672	847	80	0	1 599
39 Jura	248	214	18	29	509
40 Landes	634	224	48	4	910
41 Loir et Cher	390	161	17	10	578
42 Loire	511	464	18	118	1 111
43 Haute Loire	146	69	0	0	215
44 Loire Atlantique	770	751	24	40	1 585
45 Loiret	NR	NR	NR	NR	NR
46 Lot	168	56	8	0	232
47 Lot et Garonne	182	153	1	8	344
48 Lozère	25	18	12	7	62
49 Maine et Loire	664	703	16	39	1 422
50 Manche	473	219	26	55	773
51 Marne	742	424	18	58	1 242
52 Haute Marne	427	79	7	5	518

Répartition des enfants confiés à l'ASE par mode d'hébergement
effectifs au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Familles d'accueil	Établissements	Adolescents autonomes	Autres	Total enfants confiés
53 Mayenne	445	160	0	0	605
54 Meurthe et Moselle	612	542	13	133	1 300
55 Meuse	392	248	4	7	651
56 Morbihan	693	99	16	102	910
57 Moselle	720	578	53	17	1 368
58 Nièvre	455	173	34	3	665
59 Nord	5 011	3 593	102	359	9 065
60 Oise	ND	ND	ND	ND	1 668
61 Orne	709	127	37	20	893
62 Pas de Calais	3 038	1 344	230	110	4 722
63 Puy de Dôme	531	271	42	23	867
64 Pyrénées Atlantiques	593	294	22	10	919
65 Hautes Pyrénées	ND	ND	ND	ND	397
66 Pyrénées Orientales	378	271	0	18	667
67 Bas Rhin	782	856	21	14	1 673
68 Haut Rhin	405	642	0	0	1 047
69 Rhône	928	1 056	35	60	2 079
70 Haute Saône	235	252	14	12	513
71 Saône et Loire	436	316	40	33	825
72 Sarthe	623	284	11	0	918
73 Savoie	415	329	ND	53	797
74 Haute Savoie	280	438	14	32	764
75 Paris	1 771	2 043	390	352	4 556
76 Seine Maritime	1 143	1 381	51	311	2 886
77 Seine et Marne	987	1 068	ND	67	2 169
78 Yvelines	ND	ND	ND	ND	1 983
79 Deux Sèvres	365	140	8	0	513
80 Somme	941	364	109	0	1 414
81 Tarn	377	287	42	1	707
82 Tarn et Garonne	213	42	16	1	272
83 Var	451	570	0	19	1 040
84 Vaucluse	420	335	2	34	791
85 Vendée	534	139	39	10	722
86 Vienne	553	240	61	0	854
87 Haute Vienne	ND	ND	ND	ND	637
88 Vosges	257	133	17	7	414
89 Yonne	540	308	13	41	902
90 Territoire de Belfort	128	61	3	58	250
91 Essonne (e)	944	940	102	394	2 380
92 Hauts de Seine	935	1 149	187	222	2 493
93 Seine Saint Denis	1 713	977	394	447	3 531
94 Val de Marne	ND	ND	ND	ND	1 843
95 Val d'Oise	708	ND	ND	ND	1 543
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	ND	820
972 Martinique	530	381	13	8	932
973 Guyane	206	118	0	0	324
974 Réunion	1 372	307	5	33	1 717
TOTAL estimé France hors DOM	61 930	42 184	3 654	4 635	112 403
Estimation DOM	2 558	1 118	43	74	3 793
TOTAL estimé France entière	64 488	43 302	3 697	4 709	116 196

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.

Répartition des enfants confiés à l'ASE par type d'établissement
au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Établissement d'éducation spéciale	MECS (**)	Foyer de l'enfance	pouponnière à caractère sociale	Établissement sanitaire	lieux de vie	Total établissements
1 Ain	1	353	ND	2	ND	1	357
2 Aisne	40	106	65	4	8	0	223
3 Allier	7	115	45	0	2	0	169
4 Alpes de Haute Provence	1	66	0	1	0	6	74
5 Hautes-Alpes	0	45	0	0	0	0	45
6 Alpes Maritimes	30	291	228	60	25	9	643
7 Ardèche	0	115	0	0	0	0	115
8 Ardennes	7	68	52	3	3	2	135
9 Ariège	4	44	0	0	2	0	50
10 Aube	45	169	102	0	6	12	334
11 Aude	9	146	24	0	3	19	201
12 Aveyron	11	59	13	0	3	3	89
13 Bouches du Rhône	48	1 157	141	0	22	42	1 410
14 Calvados	70	296	67	17	0	45	495
15 Cantal	0	20	0	0	0	0	20
16 Charente	19	156	50	0	0	9	234
17 Charente Maritime	14	167	50	0	9	19	259
18 Cher	24	115	74	6	3	6	228
19 Corrèze	1	28	14	0	0	0	43
2a Corse du Sud	0	13	0	0	3	2	18
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	15	246	70	8	13	2	354
22 Côtes d'Armor	3	149	72	4	28	0	256
23 Creuse	5	11	15	0	1	3	35
24 Dordogne	0	94	23	2	5	24	148
25 Doubs	25	137	34	25	8	11	240
26 Drome	8	177	4	3	0	28	220
27 Eure	0	411	108	5	0	16	540
28 Eure et loir	29	400	59	38	2	25	553
29 Finistère	13	205	92	6	17	24	357
30 Gard	6	492	88	10	0	12	608
31 Haute Garonne	40	530	95	40	9	31	745
32 Gers	5	50	0	0	4	2	61
33 Gironde	168	1 219	ND	ND	ND	22	1 409
34 Hérault	27	376	51	2	5	38	499
35 Ille et Vilaine	ND	ND	ND	ND	ND	ND	470
36 Indre	10	86	28	7	0	1	132
37 Indre et Loire	31	315	87	ND	ND	6	439
38 Isère	34	610	85	42	8	68	847
39 Jura	15	186	0	8	2	3	214
40 Landes	14	132	39	0	6	33	224
41 Loir et Cher	7	141	8	0	0	5	161
42 Loire	21	287	61	59	7	29	464
43 Haute Loire	1	38	21	0	0	9	69
44 Loire Atlantique	36	470	85	79	9	72	751
45 Loiret	NR	NR	NR	NR	NR	NR	NR
46 Lot	0	46	8	0	0	2	56
47 Lot et Garonne	4	108	40	ND	0	1	153
48 Lozère	0	14	0	0	4	0	18
49 Maine et Loire	105	445	77	30	21	25	703
50 Manche	29	87	95	6	1	1	219
51 Marne	8	307	94	8	0	7	424
52 Haute Marne	0	59	11	0	4	5	79

Répartition des enfants confiés à l'ASE par type d'établissement
au 31 décembre 2003 (*) - France métropolitaine et DOM

Départements	Etablissement d'éducation spéciale	MECS (**)	Foyer de l'enfance	pouponnière à caractère sociale	Établissement sanitaire	lieux de vie	Total établissements
53 Mayenne	0	125	20	0	0	15	160
54 Meurthe et Moselle	13	356	148	0	0	25	542
55 Meuse	23	136	55	24	2	8	248
56 Morbihan	7	74	12	0	2	4	99
57 Moselle	65	209	212	68	24	0	578
58 Nièvre	1	88	44	28	2	10	173
59 Nord	159	2 467	877	41	42	7	3 593
60 Oise	ND	871	84	ND	80	ND	ND
61 Orne	16	76	21	0	2	12	127
62 Pas de Calais	154	917	243	0	13	17	1 344
63 Puy de Dôme	12	187	56	ND	12	4	271
64 Pyrénées Atlantiques	3	258	26	0	1	6	294
65 Hautes Pyrénées	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
66 Pyrénées Orientales	6	127	102	13	2	21	271
67 Bas Rhin	47	604	103	31	1	70	856
68 Haut Rhin	69	465	35	59	5	9	642
69 Rhône	8	856	186	0	6	0	1 056
70 Haute Saône	13	190	39	0	0	10	252
71 Saône et Loire	9	231	70	0	3	3	316
72 Sarthe	ND	ND	ND	ND	ND	ND	284
73 Savoie	0	328	ND	ND	ND	1	329
74 Haute Savoie	9	398	0	19	8	4	438
75 Paris	162	1 072	308	160	92	249	2 043
76 Seine Maritime	ND	ND	ND	ND	ND	ND	1 381
77 Seine et Marne	ND	ND	ND	ND	ND	ND	1 068
78 Yvelines	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
79 Deux Sèvres	0	63	39	ND	1	37	140
80 Somme	59	156	109	0	40	0	364
81 Tarn	104	116	52	ND	ND	15	287
82 Tarn et Garonne	0	23	8	1	0	10	42
83 Var	17	342	145	0	14	52	570
84 Vaucluse	18	181	51	ND	ND	85	335
85 Vendée	2	84	24	5	2	22	139
86 Vienne	0	160	24	14	4	38	240
87 Haute Vienne	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
88 Vosges	3	86	37	6	1	0	133
89 Yonne	5	231	44	8	2	18	308
90 Territoire de Belfort	2	44	12	0	0	3	61
91 Essonne	65	644	73	16	13	129	940
92 Hauts de Seine	38	764	129	67	42	109	1 149
93 Seine Saint Denis	34	581	216	7	30	109	977
94 Val de Marne	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
95 Val d'Oise	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
971 Guadeloupe	ND	ND	ND	ND	ND	ND	ND
972 Martinique	2	257	74	42	4	2	381
973 Guyane	0	0	1	0	6	111	118
974 Réunion	18	187	83	13	3	3	307
TOTAL estimé France hors DOM	2 517	28 518	7 043	1 245	741	2 120	42 184
Estimation DOM	39	653	211	64	19	132	1 118
TOTAL estimé France entière	2 556	29 171	7 254	1 309	760	2 252	43 302

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.

(**) Maison d'enfants à caractère social

Répartition des enfants confiés à l'ASE par âge
au 31 décembre 2003 - France métropolitaine et DOM

DÉPARTEMENT	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Enfants confiés à l'ASE
1 Ain	157	194	202	99	100	751
2 Aisne	180	317	511	237	102	1 347
3 Allier	ND	ND	ND	ND	ND	813
4 Alpes de Haute Provence	32	57	78	47	25	240
5 Hautes-Alpes	15	22	38	17	23	115
6 Alpes Maritimes	244	254	379	186	104	1 167
7 Ardèche	ND	ND	ND	ND	ND	340
8 Ardennes	134	166	274	94	76	744
9 Ariège	77	102	103	42	21	345
10 Aube	101	147	277	145	74	744
11 Aude	123	155	199	93	80	650
12 Aveyron	69	135	154	53	67	478
13 Bouches du Rhône	ND	ND	ND	ND	ND	2 567
14 Calvados	243	449	530	295	160	1 677
15 Cantal	26	40	59	13	13	151
16 Charente	113	185	246	121	95	760
17 Charente Maritime	168	271	382	198	134	1 153
18 Cher	147	191	316	111	104	869
19 Corrèze	ND	ND	ND	ND	ND	272
2a Corse du Sud	22	36	57	15	13	143
2b Haute Corse	NR	NR	NR	NR	NR	NR
21 Côte d'Or	154	239	386	171	111	1 061
22 Côtes d'Armor	173	279	370	199	105	1 126
23 Creuse	34	65	105	45	66	315
24 Dordogne	101	148	225	101	106	681
25 Doubs	126	181	306	127	98	838
26 Drome	126	175	243	157	93	794
27 Eure	125	239	392	213	260	1 228
28 Eure et loir	127	212	348	190	167	1 044
29 Finistère	242	353	573	273	327	1 768
30 Gard	196	328	429	167	128	1 248
31 Haute Garonne	246	279	459	251	148	1 383
32 Gers	45	59	63	35	49	251
33 Gironde	315	550	909	538	238	2 550
34 Hérault	287	407	670	314	182	1 860
35 Ille et Vilaine	259	403	596	274	284	1 816
36 Indre	57	121	150	78	31	437
37 Indre et Loire	ND	ND	ND	ND	ND	1 109
38 Isère	ND	ND	ND	ND	ND	1 599
39 Jura	66	126	174	88	54	509
40 Landes	140	239	277	129	125	910
41 Loir et Cher	63	117	196	106	96	578
42 Loire	213	289	348	135	126	1 111
43 Haute Loire	49	46	67	32	21	215
44 Loire Atlantique	246	393	498	207	242	1 585
45 Loiret	NR	NR	NR	NR	NR	NR
46 Lot	41	62	70	38	21	232
47 Lot et Garonne	59	81	125	48	31	344
48 Lozère	7	19	14	4	18	62
49 Maine et Loire	201	365	486	229	141	1 422
50 Manche	113	223	328	76	34	773
51 Marne	ND	ND	ND	ND	ND	1 242
52 Haute Marne	ND	ND	ND	ND	ND	518

Répartition des enfants confiés à l'ASE par âge
au 31 décembre 2003 - France métropolitaine et DOM

DÉPARTEMENT	Moins de 6 ans	6 à 10 ans	11 à 15 ans	16 à 17 ans	18 ans et plus	Enfants confiés à l'ASE
53 Mayenne	89	151	225	98	42	605
54 Meurthe et Moselle	247	324	473	243	13	1 300
55 Meuse	123	196	209	77	46	651
56 Morbihan	126	193	324	158	109	910
57 Moselle	222	288	417	267	174	1 368
58 Nièvre	111	151	213	106	84	665
59 Nord	1 586	2 188	2 844	1 405	1 042	9 065
60 Oise	232	375	555	311	195	1 668
61 Orne	113	238	306	160	76	893
62 Pas de Calais	760	1 237	1 603	725	397	4 722
63 Puy de Dôme	138	192	244	108	185	867
64 Pyrénées Atlantiques	178	207	279	132	123	919
65 Hautes Pyrénées	80	54	109	80	74	397
66 Pyrénées Orientales	136	158	241	111	21	667
67 Bas Rhin	284	454	526	263	146	1 673
68 Haut Rhin	204	258	372	147	66	1 047
69 Rhône	409	454	614	396	206	2 079
70 Haute Saône	94	124	154	78	63	513
71 Saône et Loire	125	197	292	124	87	825
72 Sarthe	130	223	321	147	97	918
73 Savoie	109	176	278	137	97	797
74 Haute Savoie	117	170	241	148	88	764
75 Paris	564	691	1 289	1 018	994	4 556
76 Seine Maritime	396	601	907	499	483	2 886
77 Seine et Marne	ND	ND	ND	ND	ND	2 169
78 Yvelines	ND	ND	ND	ND	ND	1 983
79 Deux Sèvres	76	137	183	75	42	513
80 Somme	ND	ND	ND	ND	ND	1 414
81 Tarn	96	181	226	112	92	707
82 Tarn et Garonne	44	56	72	44	56	272
83 Var	155	202	351	180	152	1 040
84 Vaucluse	108	165	242	120	156	791
85 Vendée	81	170	245	128	98	722
86 Vienne	129	203	269	116	137	854
87 Haute Vienne	ND	ND	ND	ND	ND	637
88 Vosges	ND	ND	ND	ND	ND	414
89 Yonne	109	212	313	167	101	902
90 Territoire de Belfort	37	51	95	53	14	250
91 Essonne	301	434	702	406	537	2 380
92 Hauts de Seine	294	449	855	483	411	2 493
93 Seine Saint Denis	455	547	964	748	817	3 531
94 Val de Marne	224	294	546	362	417	1 843
95 Val d'Oise	215	329	484	298	217	1 543
971 Guadeloupe	129	197	275	119	100	820
972 Martinique	169	242	301	125	95	932
973 Guyane	63	67	99	72	23	324
974 Réunion	152	412	623	285	245	1 717
Total estimé France métropolitaine	17 010	25 042	36 583	18 998	14 772	112 403
Estimation DOM	513	918	1 298	601	463	3 793
Total estimé France entière	17 661	25 974	37 897	19 643	15 241	116 196

(*) NR : non réponse ; ND : donnée non disponible.